

File E.D 31/5/78

N° 382 JANVIER 1978

Condominium des Nouvelles-Hébrides  
Journal Officiel  
Enregistré le  
5 MAY 1978  
Registered  
Official Gazette  
New Hebrides Condominium

N° 382 JANUARY 1978



R F E R



**GOVERNEMENT  
DES NOUVELLES-HEBRIDES  
JOURNAL OFFICIEL**

**NEW HEBRIDES GOVERNMENT  
GAZETTE  
PUBLISHED BY AUTHORITY**

**Condominium des Nouvelles-Hébrides**

**New Hebrides Condominium  
Joint Regulation No. 1 of 1978**

**Règlement Conjoint No. 1 de 1978**

*TO PROVIDE for the appointment, powers and functions of the Council of Ministers and of its members.*

portant création d'un Conseil des Ministres des Nouvelles-Hébrides

*MADE by the High Commissioners under the provisions of Articles 2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 37 of the schedule to the Exchange of Notes of 15th September 1977 after consultation with the Representative Assembly.*

LES HAUTS-COMMISSAIRES DE  
LA REPUBLIQUE FRANCAISE  
ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES-HEBRIDES

**PART 1 - COMPOSITION AND FORMATION OF THE COUNCIL**

VU, les articles 2 et 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914,

*Establishment* 1. A Council of Ministers is hereby established of the New Hebrides. Ministers.

VU, l'article 37 de l'échange de lettres du 15 septembre 1977, l'Assemblée Représentative consultée,

*Composition of Council.* 2. The Council of Ministers shall consist of a Chief Minister and other members who shall have the title of Minister.

ARRETENT :

**SECTION I - Composition et formation du Conseil**

*Election of Chief Minister and appointment of Minister* 3. (1) The Chief Minister shall be elected by the Representative Assembly from amongst its members or from outside the Assembly within the fourteen days next following the opening of the first session of the Assembly.

**ARTICLE 1.** Il est créé par le présent règlement conjoint un Conseil des Ministres des Nouvelles-Hébrides.

**ARTICLE 2.** Le Conseil des Ministres comprend un Premier Ministre et des membres qui portent le titre de Ministre.

**ARTICLE 3.** 1)- Le Premier Ministre est élu par l'Assemblée Représentative parmi ses membres ou hors de son sein, dans les quatorze jours qui suivent l'ouverture de la première session de l'Assemblée.

(2) No candidature in an election for Chief Minister shall be valid unless it is supported

2) - Les candidatures doivent être déposées auprès du président de l'Assemblée au plus tard la veille du jour fixé pour le scrutin. Elles doivent être présentées par au moins cinq membres de l'Assemblée.

3) - Le candidat qui obtient la majorité absolue des membres composant l'assemblée est élu Premier Ministre. Si après deux jours de scrutin, aucun candidat n'obtient cette majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages obtenus par les candidats arrivés en tête de scrutin, les autres candidats sont éliminés et il est procédé à de nouveaux scrutins jusqu'à ce qu'un candidat obtienne une majorité de suffrages.

4) - Le vote est personnel et secret. Chaque électeur dispose d'un suffrage.

5) - Dans la semaine qui suit son élection, le Premier Ministre choisit les autres membres du Conseil des ministres parmi les membres de l'Assemblée ou hors de son sein. Ceux-ci entrent en fonction aussitôt qu'ils sont désignés.

Il peut également mettre fin à leurs fonctions.

6) - a) Les Membres du Conseil des Ministres doivent posséder la qualité d'électeurs à l'Assemblée et être âgés de vingt cinq ans révolus.

b) Ils sont soumis aux déclarations prévues à l'article 8, paragraphe b) du règlement intérieur de l'Assemblée représentative.

c) En outre, dans le cas où des ministres sont choisis en dehors de l'Assemblée Représentative, ils doivent répondre aux conditions d'éligibilité exigées des candidats à ladite assemblée.

d) Toute personne ayant ou ayant eu depuis moins de cinq ans la qualité d'agent ou de fonctionnaire expatrié dans un des services nationaux ne peut faire partie du Conseil des Ministres.

e) Les Commissaires-Résidents pourront par arrêté conjoint compléter la liste des incompatibilités avec les fonctions de ministre.

7) - Les membres du Conseil des Ministres qui sont membres de l'Assemblée Représentative conservent leur droit de vote à l'Assemblée.

**ARTICLE 4.** Le président de l'Assemblée Représentative notifie immédiatement aux deux Commissaires-Résidents les résultats de l'élection du Premier Ministre. Les Commissaires-Résidents les constatent par publication officielle.

**ARTICLE 5.** 1) Lorsque l'Assemblée Représentative adopte

2) Une motion de censure n'est recevable que si elle est signée démission aux Commissaires-Résidents.

2) Une motion de censure n'est recevable que si elle est signée par un quart au moins des membres de l'Assemblée.

3) Le vote sur la motion de censure ne peut avoir lieu que quarante huit heures après son dépôt. Elle ne peut être adoptée qu'à la majorité absolue des membres de l'Assemblée. Si aucun vote n'est intervenu dans la semaine qui suit son dépôt, la motion de censure n'est plus recevable.

*by at least five members of the Assembly and is lodged with the Chairman of the Assembly not later than the day immediately preceding the day fixed by the Chairman for voting.*

*(3) The candidate who in the election obtains the votes of an absolute majority of the members of the Assembly shall be elected Chief Minister. If after two ballots no candidate has obtained the votes of such an absolute majority, a third ballot shall be held in which the candidate who obtains a simple majority shall be elected Chief Minister. In the event of an equality of votes between the candidates who head the third ballot, the other candidates shall be eliminated, and a further ballot or ballots shall be held until one candidate obtains a majority of the votes cast.*

*(4) Voting shall be by secret ballot, in which each member of the Assembly shall personally have one vote.*

*(5) Within seven days of his election, the Chief Minister shall appoint the members members of the Council of Ministers, from amongst the members of the Assembly or from outside the Assembly, who shall take up their duties forthwith. The Chief Minister.*

*(6) (a) No person shall be elected as Chief Minister or appointed as a Minister unless he is qualified to vote in elections to the Assembly and has attained the age of 25 years.*

*(b) The Chief Minister and the Ministers shall each be required to make the declarations provided for in Order 8 (b) of the Standing Orders of the Representative Assembly.*

*(c) No person who is not a member of the Assembly shall be appointed a Minister unless he is qualified to stand as a candidate for election to the Assembly.*

*(d) No expatriate person who during the immediately preceding five years has been an employee or officer in the British or French National Service in the New Hebrides shall be qualified to be a member of the Council of Ministers.*

*(7) The members of the Council of Minister who are members of the Representative Assembly shall retain their right to vote in the Assembly.*



**ARTICLE 6.** Le Premier Ministre reste en fonction jusqu'à l'expiration du mandat de l'Assemblée qui l'a élu sauf adoption d'une motion de censure par l'Assemblée ou démission du Premier Ministre pour toute autre raison. La démission du Premier Ministre entraîne la démission des autres ministres. Elle est notifiée immédiatement par le président de l'Assemblée aux Commissaires-Résidents qui la constatent par publication officielle. Le nouveau Premier Ministre est élu dans les quatorze jours qui suivent la démission de son prédécesseur. Si nécessaire, l'Assemblée représentative est convoquée à cet effet en session extraordinaire. Le délai d'élection du nouveau Premier Ministre est alors porté à un mois. Le Conseil des Ministres assure l'expédition des affaires courantes jusqu'à désignation du nouveau Conseil des Ministres.

En cas de décès ou d'empêchement grave du Premier Ministre, les Commissaires-Résidents désignent au sein du Conseil des Ministres un Premier Ministre intérimaire chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection par l'Assemblée d'un nouveau Premier Ministre.

## SECTION II - Règles de fonctionnement

**ARTICLE 7.** Le Conseil des Ministres tient habituellement séance à PORT-VILA. Il peut fixer pour certaines séances un autre lieu de réunion.

**ARTICLE 8.** Le Conseil des Ministres est convoqué au moins une fois par semaine par le Premier Ministre qui fixe son ordre du jour.

Toutefois, l'inscription d'une question à l'ordre du jour est de droit lorsqu'elle est demandée par la majorité absolue des membres du Conseil des Ministres ou par les deux Commissaires-Résidents. Le secrétariat et la conservation des archives du Conseil des Ministres sont assurés par les soins du Premier Ministre.

L'Assemblée Représentative vote les crédits nécessaires au fonctionnement du Conseil des Ministres.

**ARTICLE 9.** Les Commissaires-Résidents assistent de droit au Conseil des Ministres. Ils peuvent s'y faire représenter par leurs suppléants légaux. Ils ont le droit d'y prendre la parole mais ne participent pas aux votes.

**ARTICLE 10.** Le Conseil des Ministres délibère en présence des deux Commissaires-Résidents ou de leurs suppléants légaux et lorsque la majorité des ministres en exercice assistent à la séance.

Si ces conditions ne sont pas respectées, les Commissaires-Résidents peuvent constater par décision conjointe la nullité des actes ainsi pris.

Les délibérations du Conseil des Ministres sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Premier Ministre est prépondérante.

**ARTICLE 11.** Les débats du Conseil des Ministres ne sont pas publics. Ils ne sont soumis au secret qu'après une décision du Conseil acquise à la majorité des membres présents.

Toutefois, les membres du Conseil sont tenus de garder le

*Notification and publication of election of Chief Minister.*

*Votes of no confidence*

*Duration of term of office*

*of Chief Minister.*

4. The Chairman of the Representative Assembly shall immediately notify the Resident Commissioners of the result of the election of the Chief Minister, which they shall cause to be published in the Condominium Gazette.

5. (1) If at any time the Representative Assembly passes a motion of no confidence in the Council of Ministers the Chief Minister shall forthwith submit his resignation to the Resident Commissioners.

(2) No motion of no confidence shall be voted on in the Assembly unless it is signed by at least one-quarter of the members of the Assembly.

(3) No motion of no confidence shall be passed unless, more than 48 hours after being tabled, it is supported by the votes of an absolute majority of the members of the Assembly. If a vote is not taken within one week of its being tabled, the motion of no confidence shall be deemed to have lapsed.

6. (1) The Chief Minister shall continue in office throughout the life of the Assembly

which elected him or until that Assembly passes a vote of no confidence or until he resigns for any other reason. The resignation of the Chief Minister shall entail the resignation of all the other Ministers. The Chairman of the Representative of all the other Ministers. The resignation of the Chief Ministers shall entail the resignation of all the other Ministers. The Chairman of the Representative Assembly shall immediately notify the Resident Commissioners of such resignation, which they shall cause to be published in the Condominium Gazette.

(2) A new Chief Minister shall be elected during the fourteen days next following the resignation of his predecessor. If necessary the Representative Assembly shall be convened in Extraordinary Session for this purpose and the time limit for the election of a new Chief Minister shall then be extended to one month.

(3) The Council of Ministers shall continue to deal with routine business until the appointment of a new Council of Ministers.

(4) In the event of the death of the Chief Minister or other serious impediment the Resident Commissioners shall appoint from

amongst the members of the Council of Ministers an acting

secret sur les affaires dont ils auraient pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions. A moins qu'il en soit autrement décidé par le Conseil des Ministres, le résultat de ses travaux est porté à la connaissance du public par voie de communiqué.

**ARTICLE 12.** Le Premier Ministre et les membres du Conseil reçoivent une indemnité de fonction et, le cas échéant, des

indemnités de frais de transport et de mission fixées par l'Assemblée représentative par référence aux traitements et indemnités des fonctionnaires.

Les fonctionnaires, membres du Conseil, ne peuvent cumuler l'indemnité de fonction avec leur traitement. Le cas échéant, ils peuvent percevoir la différence entre celui-ci et l'indemnité de fonction.

L'Assemblée représentative peut attribuer au Premier Ministre une indemnité forfaitaire annuelle de représentation.

### SECTION III - Attributions du Conseil des Ministres et de ses membres.

**ARTICLE 13.** 1) Le Conseil des Ministres gère les affaires de l'archipel, conformément aux dispositions du présent règlement conjoint et, à ce titre, il dirige et contrôle l'activité des services publics.

2) Le Premier Ministre exerce par arrêté le pouvoir réglementaire dans toutes les matières qui relèvent des attributions du Conseil des Ministres. Il est le chef de l'administration locale et, à ce titre, recrute, administre et gère les personnels de la fonction publique locale. Il exécute le budget dont il est l'ordonnateur principal. En cas d'absence temporaire ou d'empêchement provisoire, le Premier Ministre désigne un ministre qui le remplace dans les fonctions énumérées au présent article et reçoit délégation de signature.

3) Le Premier Ministre peut, par arrêté, charger les ministres de la gestion d'un ou plusieurs services administratifs et leur déléguer à cet effet une partie de ses pouvoirs. Les actes du Premier Ministre sont contresignés par les ministres chargés de leur exécution.

**ARTICLE 14.** Sont notamment délibérés en Conseil des Ministres :

1) les projets concernant les affaires à soumettre à l'Assemblée représentative ou à sa commission générale, notamment le plan de développement et le projet de budget.

2) les arrêtés pris pour l'application des délibérations de l'Assemblée.

3) les décisions relatives aux matières suivantes :

A - Nomination des chefs de services publics,

B - La détermination des emplois de la fonction publique et hiérarchie, les régimes de rémunération, de congés, d'avantages sociaux et de retraites après accord de l'Assemblée représentative. Administration des intérêts patrimoniaux, acquisitions, ventes, échanges ou baux.

*Chief Minister who shall be responsible for dealing with routine business pending the election by the Assembly of a new Chief Minister.*

### PART II - RULES OF PROCEDURE

*Place of meetings of Council.*

7. *The council of Ministers shall normally meet at Port Vila. It may fix another place for certain sittings.*

*Summoning meetings*

8. (1) *The Council of Ministers shall be convened to meet at least once a week by the Chief Minister who shall draw up the Agenda, which shall include any matter required to be included by an absolute majority of the members of the Council of Ministers or by the two Resident Commissioners.*

(2) *The Secretariat and upkeep of records of the Council of Ministers shall be the responsibility of the Chief Minister.*

(3) *The Representative Assembly shall vote the necessary funds for the operation of the Council of Ministers.*

*Attendance of Resident Commissioners.*

9. *The Resident Commissioners shall have the right to attend meetings of the Council of Ministers. They may be represented by their deputies. They shall have the right to speak but not to vote.*

*Decisions of Council.*

10. *The Council of Ministers shall take its decisions in the presence of the two Resident Commissioners or their deputies and when a majority of the Ministers is present at the meeting. The Resident Commissioners or their deputies and when a majority of the Ministers is present at the meeting. The Resident Commissioners may by Joint Decision annul any decision taken where those conditions are not complied with. The decisions of the Council of Ministers shall be taken by a majority of members present. In the event of an equal number of votes the Chief Minister shall have a casting vote.*

*Privacy of meetings.*

11. (1) *Meeting of the Council of Ministers shall not be open to the public. Its proceedings shall not be secret except when the Council so decides by a majority of the members present.*

(2) *Members of the Council are bound to observe secrecy on matters which may come to their knowledge in the exercise of their functions.*

(3) *Unless otherwise decided by the Council of Ministers the results of their work shall be brought to the knowledge of*



- C - Acceptation ou refus des dons et legs.
- D - Concessions de service public, concessions de travaux.
- E - Fixation des règles et tarifs des prestations des services publics et règles d'assiette des taxes pour services rendus (à l'exception des taxes fiscales).
- F - Actions en justice à intenter ou à soutenir.
- G - Tutelle des communes urbaines et rurales.

**ARTICLE 15.** Le Conseil des Ministres peut être consulté par les Commissaires-Résidents sur toute question qu'ils estiment utile de lui soumettre.

**ARTICLE 16.** Lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, le Conseil des Ministres peut décider de suspendre ou réduire, à titre provisoire, tous droits fiscaux d'entrée et de sortie et tous droits indirects frappant les articles à la production à la circulation ou à la consommation.

Ces décisions sont soumises immédiatement à la ratification de l'Assemblée représentative lorsque celle-ci est en session. Dans le cas contraire, la commission générale est saisie et fait rapport à l'Assemblée représentative dès la session suivante. La délibération de l'Assemblée représentative prend effet à compter de la date à laquelle a été prise la décision du Conseil des Ministres.

Si les décisions du Conseil ne sont pas ratifiées par l'Assemblée représentative leur application cesse à compter de la décision de celle-ci.

**ARTICLE 17.** Les Commissaires-Résidents déclarent par décision conjointe nul et de nul effet tout acte du Conseil des Ministres qu'ils estiment être relatif à un objet qui n'est pas compris dans ses attributions.

Le Conseil des Ministres peut demander au Tribunal Mixte de se prononcer sur la validité de la décision des Commissaires-Résidents. En ce cas, le Tribunal Mixte doit se prononcer dans un délai de quinze jours. L'avis du Tribunal Mixte lie les Commissaires-Résidents et le Conseil des Ministres.

#### SECTION IV - Dispositions transitoires

**ARTICLE 18.** Le Conseil des Ministres est chargé de l'exécution de l'ensemble des règlements conjoints en vigueur qui touchent à des matières de la compétence de l'Assemblée représentative.

**ARTICLE 19.** La publication officielle, prévue à l'article 4 du présent règlement, constatant les résultats de l'élection du Premier Ministre par l'Assemblée représentative survenue le 13 décembre 1977, interviendra dès la publication du présent règlement conjoint.

**ARTICLE 20.** Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Port-Vila, le 11 Janvier 1978

the public by means of communiqués.

#### Allowances.

12. (1) The Chief Minister and the members of the Council shall receive a responsibility allowance and, where appropriate, travelling and subsistence allowances in accordance with scales determined by the Representative Assembly based on the salaries and allowances of Civil Servants.

(2) Civil servants who are members of the Council may not receive the responsibility allowance in addition to their salaries. Where appropriate they may receive the difference between the two.

(3) The Representative Assembly may allocate a fixed annual representation allowance to the Chief Minister.

#### PART III - POWERS OF THE COUNCIL OF MINISTERS AND OF ITS MEMBERS

#### General Responsibilities of Council.

13. (1) Subject to the provisions of this Regulation the Council of Ministers shall be responsible for the administration of the Group and for that purpose shall direct and control the public services.

(2) The Chief Minister shall issue Rules in exercise of the power of delegated legislation conferred on the Council of Ministers. He is the head of the local administration and in that capacity shall recruit, administer and manage the personnel of the local Public Service. He shall implement the Budget and control expenditure. In the event of his temporary absence or incapacity the Chief Minister shall appoint a Minister who shall exercise in his place the duties set out in this article and who shall be authorised to sign documents on his behalf.

(3) The Chief Minister may be decision entrust other Ministers with the conduct of one or more government departments and may delegate to them certain of his powers for this purpose. Decisions issued by the Chief Minister shall be counter-signed by the Ministers responsible for their execution.

#### Particular Responsibilities of Council.

14. The following in particular shall be decided upon by the Council of Ministers :

(i) drafts concerning matters to be submitted to the Representative Assembly or its General Committee, particularly the Development Plan and the draft Budget.

(ii) Rules made in application of the Assembly's decisions.

Le Haut-Commissaire de Sa Majesté Britannique : Le Haut-Commissaire de la République Française :

R.J. STRATTON

J.G. ERIAU

## Condominium des Nouvelles-Hébrides

### Règlement Conjoint No. 41 de 1977

Etendant aux Nouvelles-Hébrides certaines dispositions de la Convention de Vienne sur les relations Consulaires.

#### LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Echange de Lettres signées à Londres le 26 Août 1977 concernant la Convention de Vienne sur les relations Consulaires ;

VU les article 2 (paragraphe 2) et 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914 ;

#### ARRETENT :

**ARTICLE 1.** 1<sup>o</sup> Les dispositions des articles 1 et 5 ainsi que des chapitres II et III de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, signée le 24 Avril 1963 et figurant en annexe au présent règlement, sont étendues aux Nouvelles-Hébrides.

2<sup>o</sup> Dans ladite Convention, l'"Etat de Résidence" désigne uniquement, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

**ARTICLE 2.** Le présent Règlement Conjoint qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, entrera en vigueur pour compter de la date de sa parution au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 22 Décembre 1977

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides, J. S. CHAMPION	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides, R. GAUGER
---	--

#### ANNEXE

#### CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS CONSULAIRES (24 AVRIL 1963)

#### ARTICLE 1er. Définitions

1. Aux fins de la présente Convention, les expressions

(III) Decisions on the following matters  
(a) appointment of Head of Government Departments;

(b) subject to the approval of the Representative Assembly, the establishment of posts in the Public Service and the grading of such posts, the salary scales and allowances applicable to them, leave entitlement, medical benefits, pension and retirement right, management of public property including acquisition, sales, exchanges or leases;

(c) acceptance or refusal of gifts and legacies;

(d) granting of concessions for the operation of Public Services; placing of contracts for public works;

(e) making of rules and fixing of charges for public services: fixing the basis and the rates of fees for services rendered (excluding fiscal dues);

(f) the conduct of legal proceedings whether as Plaintiff or Defendant;

(g) the supervision of Municipalities and Rural Community Councils.

*Consultation by Resident Commissioners.*

15 The Resident Commissioners may consult the Council of Ministers on any question which they consider it useful to submit to the Council.

*Power to reduce or suspend taxation.*

16 (1) When exceptional circumstances so require, the Council of Ministers may decide to suspend or reduce, provisionally, all import and export duties and any indirect taxation on goods at the stage of production, distribution or consumption.

(2) Decisions under subsection (1) shall immediately be submitted for ratification to the Representative Assembly if it is in session, and otherwise they shall be referred to the General Committee, which shall be report on them to the Representative Assembly at its next Session. The Representative Assembly's ratifying decisions shall come into operation with effect from the date on which the Council of Ministers' decision was made.

(3) If the Council's decisions are not ratified by the Representative Assembly they shall cease to have effect from the date on which the Representative Assembly makes its decision.



suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous :

- a) L'expression "poste consulaire" s'entend de tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire ;
- b) L'expression "circonscription consulaire" s'entend du territoire attribué à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires ;
- c) L'expression "chef de poste consulaire" s'entend de la personne chargée d'agir en cette qualité ;
- d) L'expression "fonctionnaire consulaire" s'entend de toute personne, y compris le chef de poste consulaire, chargée en cette qualité de l'exercice de fonctions consulaires ;
- e) L'expression "employé consulaire" s'entend de toute personne employée dans les services administratifs ou techniques d'un poste consulaire ;
- f) L'expression "membre du personnel de service" s'entend de toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire ;
- g) L'expression "membres du poste consulaire" s'entend des fonctionnaires consulaires, employés consulaires et membres du personnel de service ;
- h) L'expression "membres du personnel consulaire" s'entend des fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire, des employés consulaires et des membres du personnel de service ;
- i) L'expression "membre du personnel privé" s'entend d'une personne employée exclusivement au service privé d'un membre du poste consulaire ;
- j) L'expression "locaux consulaires" s'entend des bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés aux fins du poste consulaire ;
- k) L'expression "archives consulaires" comprend tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que le matériel du chiffre, les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver.

2. Il existe deux catégories de fonctionnaires consulaires : les fonctionnaires consulaires de carrière et les fonctionnaires consulaires honoraires. Les dispositions du chapitre II de la présente Convention s'appliquent aux postes consulaires dirigés par des fonctionnaires consulaires de carrière ; les dispositions du chapitre III s'appliquent aux postes consulaires dirigés par des fonctionnaires consulaires honoraires.

3. La situation particulière des membres des postes consulaires qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence est régie par l'article 71 de la présente Convention.

#### CHAPITRE PREMIER

#### LES RELATIONS CONSULAIRES EN GENERAL.

#### Annulment of act of Council.

17. (1) The Resident Commissioners Joint Decision declare any act of the Council of Ministers which they consider to relate to a subject which is not within their competence to be null and void. The Council of Ministers may request the Joint Court to rule on the Validity of such a decision of the Resident Commissioners. In this event the Joint Court shall deliver judgment within the fifteen days next following the receipt of the request. The judgment of the Joint Court shall be binding on the Resident Commissioners and on the Council of Ministers.

#### PART IV - TRANSITIONAL PROVISIONS

#### Enforcement Joint Regulations.

18. The Council of Ministers shall execute Joint Regulations in force which fall within the competence of the Representative Assembly.

#### Notification of election of Chief Minister on 13th December 1977.

19. Official publication as provided for in section 4 of this Regulation recording the election of the Chief Minister by the Representative Assembly on the 13th December 1977 shall be effected immediately on the publication of this Regulation.

#### Short title and commencement.

20. This Regulation may be cited as the Council of Ministers Regulation 1978 and shall come into operation on its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this 11th day of January, 1978.

High Commissioner  
for the French Republic

Her Britannic Majesty's  
High Commissioner

J.G. ERIAU

R.J. STRATTON

#### New Hebrides Condominium

#### Joint Regulation No. 41 of 1977

To Extend certain provisions of the Vienna Convention on Consular Relations to the New Hebrides.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914 as amended by the Exchange of Notes made at London the 26th day of August 1977.

#### Application of provisions of Vienna Convention.

1. (1) Articles 1 and 5 together with Chapters II and III of the Vienna Convention on Consular Relations, done at Vienna the 24th day of April 1963 and set forth in the Schedule hereto, shall extend to and

## SECTION I

### ETABLISSEMENT ET CONDUITE DES RELATIONS CONSULAIRES

**ARTICLE 5.** Fonctions consulaires.  
Les fonctions consulaires consistent à :

- a) Protéger dans l'Etat de résidence les intérêts de l'Etat d'envoi et de ses ressortissants, personnes physiques et morales, dans les limites admises par le droit international ;
- b) Favoriser le développement de relations commerciales, économiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence et promouvoir de toute autre manière des relations amicales entre eux dans le cadre des dispositions de la présente Convention ;
- c) S'informer, par tous les moyens licites, des conditions et de l'évolution de la vie commerciale, économique, culturelle et scientifique de l'Etat de résidence, faire rapport à ce sujet au gouvernement de l'Etat d'envoi et donner des renseignements aux personnes intéressées ;
- d) Délivrer des passeports et des documents de voyage aux ressortissants de l'Etat d'envoi, ainsi que des visas et documents appropriés aux personnes qui désirent se rendre dans l'Etat d'envoi ;
- e) Prêter secours et assistance aux ressortissants, personnes physiques et morales, de l'Etat d'envoi ;
- f) Agir en qualité de notaire et d'officier d'état civil et exercer des fonctions similaires, ainsi que certaines fonctions d'ordre administratif, pour autant que les lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas ;
- g) Sauvegarder les intérêts des ressortissants, personnes physiques ou morales, de l'Etat d'envoi, dans les successions sur le territoire de l'Etat de résidence, conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence ;
- h) Sauvegarder, dans les limites fixées par les lois et règlements de l'Etat de résidence, les intérêts des mineurs et des incapables, ressortissants de l'Etat d'envoi, particulièrement lorsque l'institution d'une tutelle ou d'une curatelle à leur égard est requise ;
- i) Sous réserve des pratiques et procédures en vigueur dans l'Etat de résidence, représenter les ressortissants de l'Etat d'envoi ou prendre des dispositions afin d'assurer leur représentation appropriée devant les tribunaux ou les autres autorités de l'Etat de résidence pour demander, conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence, l'adoption de mesures provisoires en vue de la sauvegarde des droits et intérêts de ces ressortissants lorsque, en raison de leur absence ou pour toute autre cause, ils ne peuvent défendre en temps utile leurs droits et intérêts ;
- j) Transmettre des actes judiciaires et extra-judiciaires ou exécuter des commissions rogatoires conformément aux accords internationaux en vigueur ou, à défaut de tels accords, de toute manière compatible avec les lois et règlements de l'Etat de

have the force of law in the New Hebrides.

(2) In the construction of the said Convention, the expression "receiving State" means the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic only.

*Short title and commencement.* 2. This Regulation may be cited as the Consular Relations Regulation 1977 and shall come into operation on its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this twenty-second day of December, 1977.

The Resident Commissioner  
for the French Republic

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

R. GAUGER

J.S. CHAMPION

### SCHEDULE

#### ARTICLES 1 AND 5 AND CHAPTERS II AND III OF THE VIENNA CONVENTION ON CONSULAR RELATIONS

##### ARTICLE 1. Definitions

1. For the purpose of the present Convention, the following expressions shall have the meanings hereunder assigned to them :

- a) "consular post" means any consulate-general, consulate, vice-consulate or consular agency;
- b) "consular district" means the area assigned to a consular post for the exercise of consular functions;
- c) "head of consular post" means the person charged with the duty of acting in that capacity;
- d) "consular officer" means any person, including the head of a consular post, entrusted in that capacity with the exercise of consular functions;
- e) "consular employee" means any person employed in the administrative or technical service of a consular post;
- f) "member of the service staff" means any person employed in the domestic service of a consular post;
- g) "members of the consular post" means consular officers, consular employees and members of the service staff;
- h) "members of the consular staff" means consular officers, other than the head of a consular post, consular employees and members of the service staff;
- i) "member of the private staff" means a person who is employed exclusively in the private service of a member of the consular post;
- j) "consular premises" means the buildings or parts of buildings and the land ancillary thereto, irrespective of ownership, used exclusively for the purposes of the consular post;
- k) "consular archives" includes all the papers, documents,



résidence :

k) Exercer les droits de contrôle et d'inspection prévus par les lois et règlements de l'Etat d'envoi sur les navires de mer et sur les bateaux fluviaux ayant la nationalité de l'Etat d'envoi et sur les avions immatriculés dans cet Etat ainsi que leurs équipages :

l) Prêter assistance aux navires, bateaux et avions mentionnés à l'alinéa k du présent article, ainsi qu'à leurs équipages, recevoir les déclarations sur le voyage de ces navires et bateaux, examiner et viser les papiers de bord et, sans préjudice des pouvoirs des autorités de l'Etat de résidence, faire des enquêtes concernant les incidents survenus au cours de la traversée et régler, pour autant que les lois et règlements de l'Etat d'envoi l'autorisent, les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les marins;

m) Exercer toutes autres fonctions confiées à un poste consulaire par l'Etat d'envoi qui n'interdisent pas les lois et règlements de l'Etat de résidence ou auxquelles l'Etat de résidence ne s'oppose pas ou qui sont mentionnées dans les accords internationaux en vigueur entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

## CHAPITRE II

Facilités, privilèges et immunités concernant les postes consulaires, les fonctionnaires consulaires de carrière et les autres membres d'un poste consulaire.

### SECTION I

#### FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES CONCERNANT LE POSTE CONSULAIRE

**ARTICLE 28.** Facilités accordées au poste consulaire pour son activité.

L'Etat de résidence accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions du poste consulaire.

**ARTICLE 29.** Usage des pavillons et écussons nationaux.

1. L'Etat d'envoi a le droit d'utiliser son pavillon national et son écusson aux armes de l'Etat dans l'Etat de résidence conformément aux dispositions du présent article.

2. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré et l'écusson aux armes de l'Etat placé sur le bâtiment occupé par le poste consulaire et sur sa porte d'entrée, ainsi que sur la résidence du chef de poste consulaire et sur ses moyens de transport lorsque ceux-ci sont utilisés pour les besoins de service.

3. Dans l'exercice du droit accordé par le présent article, il sera tenu compte des lois, règlements et usages de l'Etat de résidence.

**ARTICLE 30.** Logement

1. L'Etat de résidence doit, soit faciliter l'acquisition sur son

correspondence, books, films, tapes and registers of the consular post, together with the ciphers and codes, the card-indexes and any article of furniture intended for their protection or safekeeping.

2. Consular officers are of two categories, namely career consular officers and honorary consular officers. The provisions of Chapter II of the present Convention apply to consular posts headed by career consular officers; the provisions of Chapter III govern consular posts headed by honorary consular officers.

3. The particular status of members of the consular posts who are nationals or permanent residents of the receiving State is governed by Article 71 of the present Convention.

#### ARTICLE 5. Consular functions

Consular functions consist in :

a) protecting in the receiving State the interests of the sending State and of its nationals, both individuals and bodies corporate within the limits permitted by international law;

b) furthering the development of commercial, economic, cultural and scientific relations between the sending State and the receiving State and otherwise promoting friendly relations between them in accordance with the provisions of the present Convention;

c) ascertaining by all lawful means conditions and developments in the commercial, economic, cultural and scientific life of the receiving State, reporting thereon to the Government of the sending State and giving information to persons interested;

d) issuing passports and travel documents to nationals of the sending State, and visas or appropriate documents to persons wishing to travel to the sending State;

e) helping and assisting nationals, both individuals and bodies corporate, of the sending State;

f) acting as notary and civil registrar and in capacities of a similar kind, and performing certain functions of an administrative nature, provided that there is nothing contrary thereto in the laws and regulations of the receiving State;

g) safeguarding the interests of nationals, both individuals and bodies corporate, of the sending State in cases of succession mortis cause in the territory of the receiving State, in accordance with the laws and regulations of the receiving State ;

h) safeguarding, within the limits imposed by the laws and regulations of the receiving State, the interests of minors and other persons lacking full capacity who are nationals of the sending State, particularly where any guardianship or trusteeship is required with respect to such persons;

i) subject to the practices and procedures obtaining in the receiving State, representing or arranging appropriate representation for nationals of the sending State before the tribunals and other authorities of the receiving State, for the purpose of obtaining, in accordance with the laws and regulations of the

territoire, dans le cadre de ses lois et règlements, par l'Etat d'envoi des locaux nécessaires au poste consulaire, soit aider l'Etat d'envoi à se procurer des locaux d'une autre manière.

2. Il doit également, s'il en est besoin, aider le poste consulaire à obtenir des logements convenables pour ses membres.

**ARTICLE 31.** Inviolabilité des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires sont inviolables dans la mesure prévue par le présent article.

2. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent pénétrer dans la partie des locaux consulaires que le poste consulaire utilise exclusivement pour les besoins de son travail, sauf avec le consentement du chef de poste consulaire, de la personne désignée par lui ou du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi. Toutefois, le consentement du chef de poste consulaire peut être présumé acquis en cas d'incendie ou autre sinistre exigeant des mesures de protection immédiates.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'Etat de résidence a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées pour empêcher que les locaux consulaires ne soient envahis ou endommagés et pour empêcher que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.

4. Les locaux consulaires, leur ameublement et les biens du poste consulaire, ainsi que ses moyens de transport, ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition à des fins de défense nationale ou d'utilité publique. Au cas où une expropriation serait nécessaire à ces mêmes fins, toutes dispositions appropriées seront prises afin d'éviter qu'il soit mis obstacle à l'exercice des fonctions consulaires et une indemnité prompte, adéquate et effective sera versée à l'Etat d'envoi.

**ARTICLE 32.** Exemption fiscale des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires et la résidence du chef de poste consulaire de carrière dont l'Etat d'envoi ou toute personne agissant pour le compte de cet Etat est propriétaire ou locataire sont exempts de tous impôts et taxes de toute nature, nationaux, régionaux ou communaux, pourvu qu'il ne s'agisse pas de taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après les lois et règlements de l'Etat de résidence, ils sont à la charge de la personne qui a contracté avec l'Etat d'envoi ou avec la personne agissant pour le compte de cet Etat.

**ARTICLE 33.** Inviolabilité des archives et documents consulaires.

Les archives et documents consulaires sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

**ARTICLE 34.** Liberté de mouvement.

receiving State, provisional measures for the preservation of the rights and interests of these nationals, where, because of absence or any other reason, such nationals are unable at the proper time to assume the defence of their rights and interests;

j) transmitting judicial and extra-judicial documents or executing letters rogatory or commissions to take evidence for the courts of the sending State in accordance with international agreements, in any other manner compatible with the laws and regulations of the receiving State;

k) exercising rights of supervision and inspection provided the laws and regulations of the sending State in respect of vessels having the nationality of the sending State in respect of their crews;

l) extending assistance to vessels and aircraft mentioned in sub-paragraph (k) of this Article, and to their crews, taking statements regarding the voyage of a vessel, examining and stamping the ship's papers, and, without prejudice to the powers of the authorities of the receiving State, conducting investigations into any incidents which occurred during the voyage, and settling disputes of any kind between the master, the officers and seamen in so far as this may be authorised by the laws and regulations of the sending State.

m) performing any other function entrusted to a consular post by the sending State which are not prohibited by the laws and regulations of the receiving State or to which no objection is taken by the receiving State or which are referred to in the international agreements in force between the sending State and the receiving State.

**CHAPTER II - FACILITIES, PRIVILEGES AND IMMUNITIES RELATING TO CONSULAR POSTS, CAREER CONSULAR OFFICERS AND OTHER MEMBERS OF A CONSULAR POST**

**SECTION 1  
FACILITIES, PRIVILEGES AND IMMUNITIES  
RELATING TO A CONSULAR POST**

**ARTICLE 28.** *Facilities for the work of the consular post*

The receiving State shall accord full facilities for the performance of the functions of the consular post.

**ARTICLE 29.** *Use of national flag and coat of arms*

1. The sending State shall have the right to the use of its national flag and coat-of-arms in the receiving State in accordance with the provisions of this Article.

2. The national flag of the sending State may be flown and its coat-of-arms displayed on the building occupied by the consular post and at the entrance door thereof on the residence of the head of the consular post and of his means of transport when used on official business.

3. In the exercise of the right accorded by this Article regard



Sous réserve de ses lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, l'Etat de résidence assure la liberté de déplacement et de circulation sur son territoire à tous les membres du poste consulaire.

**ARTICLE 35.** Liberté de communication.

1. L'Etat de résidence permet et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le Gouvernement, les missions diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, où qu'ils se trouvent, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communication appropriés, y compris les courriers diplomatiques ou consulaires, la valise diplomatique ou consulaire et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, le poste consulaire ne peut installer et utiliser son poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'Etat de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable. L'expression "correspondance officielle" s'entend de toute la correspondance relative au poste consulaire et à ses fonctions.

3. La valise consulaire ne doit être ni ouverte, ni retenue. Toutefois, si les autorités compétentes de l'Etat de résidence ont de sérieux motifs de croire que la valise contient d'autres objets que la correspondance, les documents et les objets visés au paragraphe 4 du présent article, elles peuvent demander que la valise soit ouverte en leur présence par un représentant autorisé de l'Etat d'envoi. Si les autorités dudit Etat opposent un refus à la demande, la valise est renvoyée à son lieu d'origine.

4. Les colis constituant la valise consulaire doivent porter des marques extérieures visibles de leur caractère et ne peuvent contenir que la correspondance officielle, ainsi que des documents ou objets destinés exclusivement à un usage officiel.

5. Le courrier consulaire doit être porteur d'un document officiel attestant sa qualité et précisant le nombre de colis constituant la valise consulaire. A moins que l'Etat de résidence n'y consente, il ne doit être ni un ressortissant de l'Etat de résidence, ni, sauf s'il est ressortissant de l'Etat d'envoi, un résident permanent de l'Etat de résidence. Dans l'exercice de ses fonctions, ce courrier est protégé par l'Etat de résidence. Il jouit de l'inviolabilité de sa personne et ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention.

6. L'Etat d'envoi, ses missions diplomatiques et ses postes consulaires peuvent désigner des courriers ad hoc. Dans ce cas, les dispositions du paragraphe 5 du présent article sont également applicables, sous réserve que les immunités qui y sont mentionnées cesseront de s'appliquer dès que le courrier aura remis au destinataire la valise consulaire dont il a la charge.

7. La valise consulaire peut être confiée au commandant d'un navire ou d'un aéronef commercial qui doit arriver à un

shall be had to the laws, regulations and usages of the receiving State.

**ARTICLE 30.** Accommodation

1. The receiving State shall either facilitate the acquisition on its territory, in accordance with its laws and regulations, by the sending note of premises necessary for its consular post or assist the latter in obtaining accommodation in some other way.

2. It shall also, where necessary, assist the consular post in obtaining suitable accommodation for its members.

**ARTICLE 31.** Inviolability of the consular premises

1. Consular premises shall be inviolable to the extent provided in this Article.

2. The authorities of the receiving State shall not enter that part of the consular premises which is used exclusively for the purpose of the work of the consular post except with the consent of the head of the consular post or of his designee or of the head of the diplomatic mission of the sending State. The consent of the head of the consular post may, however, be assumed in case of fire or other disaster requiring prompt action.

3. Subject to the provisions of paragraph 2 of this Article, the receiving State is under a special duty to take all appropriate steps to protect the consular premises against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the consular post or impairment of its dignity.

4. The consular premises, their furnishings, the property of the consular post and its means of transport shall be immune from any form of requisition for purposes of national defence or public utility. If expropriation is necessary for such purposes, all possible steps shall be taken to avoid impeding the performance of consular functions, and prompt, adequate and effective compensation shall be paid to the sending State.

**ARTICLE 32.** Exemption from taxation of consular premises

1. Consular premises and the residence of the career head of consular post of which the sending State or any person acting on its behalf is the owner or lessee shall be exempt from all national, regional or municipal dues and taxes whatsoever, other than such as represent payment for specific services rendered.

2. The exemption from taxation referred to in paragraph 1 of this Article shall not apply to such dues and taxes if, under the law of the receiving State, they are payable by the person who contracted with the sending State or with the person acting on its behalf.

**ARTICLE 33.** Inviolability of the consular archives and documents

point d'entrée autorisé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme courrier consulaire. A la suite d'un arrangement avec les autorités locales compétentes, le poste consulaire peut envoyer un de ses membres prendre, directement et librement, possession de la valise des mains du commandant du navire ou de l'aéronef.

**ARTICLE 36.** Communication avec les ressortissants de l'Etat d'envoi.

1. Afin que l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissants de l'Etat d'envoi soit facilité :

a) Les fonctionnaires consulaires doivent avoir la liberté de communiquer avec les ressortissants de l'Etat d'envoi et de se rendre auprès d'eux. Les ressortissants de l'Etat d'envoi doivent avoir la même liberté de communiquer avec les fonctionnaires consulaires et de se rendre auprès d'eux.

b) Si l'intéressé en fait la demande, les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent avertir sans tarder le poste consulaire de l'Etat d'envoi lorsque, dans sa circonscription consulaire, un consulaire, un ressortissant de cet Etat est arrêté, incarcéré ou mis en état de détention préventive ou de toute autre forme de détention. Toute communication adressée au poste consulaire par la personne arrêtée, incarcérée ou mise en état de détention préventive ou de toute autre forme de détention doit également être transmise sans retard par lesdites autorités. Celles-ci doivent sans retard informer l'intéressé de ses droits aux termes du présent alinéa ;

c) Les fonctionnaires consulaires ont le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui est incarcéré, en état de détention préventive ou toute autre forme de détention, de s'entretenir ou de correspondre avec lui et de pourvoir à sa représentation en justice. Ils ont également le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui, dans leur circonscription, est incarcéré ou détenu en exécution d'un jugement. Néanmoins, les fonctionnaires consulaires doivent s'abstenir d'intervenir en faveur d'un ressortissant incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention lorsque l'intéressé s'y oppose expressément.

2. Les droits visés au paragraphe 1 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois, que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article.

**ARTICLE 37.** Renseignements en cas de décès, de tutelle ou de curatelle, de naufrage et d'accident aérien.

Si les autorités compétentes de l'Etat de résidence possèdent les renseignements correspondants, elles sont tenues :

a) En cas de décès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, d'informer sans retard le poste consulaire dans la circonscription duquel le décès a eu lieu ;

*The consular archives and documents shall be inviolable at all times and wherever they may be.*

**ARTICLE 34.** *Freedom of movement*

*Subject to its laws and regulations concerning zones entry into which is prohibited or regulated for reasons of national security, the receiving State shall ensure freedom of movement and travel in its territory to all members of the consular post.*

**ARTICLE 35.** *Freedom of communication*

1. *The receiving State shall permit and protect freedom of communication on the part of the consular post for all official purposes. In communicating with the Government, the diplomatic missions and other consular posts, wherever situated, of the sending State, the consular post may employ all appropriate means, including diplomatic or consular couriers, diplomatic or consular bags and messages in code or cipher. However the consular post may install and use a wireless transmitter only with the consent of the receiving State.*

2. *The official correspondence of the consular post shall be inviolable. Official correspondence means all correspondence relating to the consular post and its functions.*

3. *The consular bag shall be neither opened nor detained. Nevertheless, if the competent authorities of the receiving State have serious reason to believe that the bag contains something other than the correspondence, documents or article referred to in paragraph 4 of this Article, they may request that the bag be opened in their presence by an authorised representative of the sending State. If this request is refused by the authorities of the sending State, the bag shall be returned to its place of origin.*

4. *The packages constituting the consular bag shall bear visible external marks of their character and may contain only official correspondence and documents and articles intended exclusively for official use.*

5. *The consular courier shall be provided with an official document indicating his status and the number of packages constituting the consular bag. Except with the consent of the receiving State he shall be neither a national of the receiving State, nor, unless he is a national of the sending State, a permanent resident of the receiving State. He shall enjoy personal inviolability and shall not be liable to any form of arrest or detention.*

6. *The sending State, its diplomatic missions and its consular posts may designate consular couriers Ad Hoc. In such cases the provisions of paragraph 5 of this Article shall also apply except that the immunities therein mentioned shall cease to apply when such a courier has delivered to the consignee the consular bag in his charge.*



b) De notifier sans retard au poste consulaire compétent tous les cas où il y aurait lieu de pourvoir à la nomination d'un tuteur ou d'un curateur pour un ressortissant mineur ou incapable de l'Etat d'envoi. L'application des lois et règlements de l'Etat de résidence demeure toutefois réservée en ce qui concerne la nomination de ce tuteur ou de ce curateur ;

c) Lorsqu'un navire ou un bateau ayant la nationalité de l'Etat d'envoi fait naufrage ou échoue dans la mer territoriale ou les eaux intérieures de l'Etat de résidence ou lorsqu'un avion immatriculé dans l'Etat d'envoi subit un accident sur le territoire de l'Etat de résidence, d'informer sans retard le poste consulaire le plus proche de l'endroit où l'accident a eu lieu.

**ARTICLE 38.** Communication avec les autorités de l'Etat de résidence.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires peuvent s'adresser :

a) Aux autorités locales compétentes de leur circonscription consulaire ;

b) Aux autorités centrales compétentes de l'Etat de résidence si et dans la mesure où cela est admis par les lois, règlements et usages de l'Etat de résidence ou par les accords internationaux en la matière.

**ARTICLE 39.** Droits et taxes consulaires.

1. Le poste consulaire peut percevoir sur le territoire de l'Etat de résidence les droits et taxes que les lois et règlements de l'Etat d'envoi prévoient pour les actes consulaires.

2. Les sommes perçues au titre des droits et taxes prévus au paragraphe 1 du présent article et les reçus y afférents sont exempts de tous impôts et taxes dans l'Etat de résidence.

**SECTION II**

**FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES  
CONCERNANT  
LES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES  
ET LES AUTRES MEMBRES DU POSTE CONSULAIRE**

**ARTICLE 40.** Protection des fonctionnaires consulaires.

L'Etat de résidence traitera les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû et prendra toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à leur personne, leur liberté et leur dignité.

**ARTICLE 41.** Inviolabilité personnelle des fonctionnaires consulaires.

1. Les fonctionnaires consulaires ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive qu'en cas de crime grave et à la suite d'une décision de l'autorité judiciaire compétente.

2. A l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présent

7. A consular bag may be entrusted to the captain of a ship or of a commercial aircraft scheduled to land at an authorised port of entry. He shall be provided with an official document indicating the number of packages constituting the bag, but he shall not be considered to be a consular courier. By arrangement with the appropriate local authorities, the consular post may send one of its members to take possession of the bag directly and freely from the captain of the ship or of the aircraft.

**ARTICLE 36.** Communication and contact with nationals of the sending State

1. With a view of facilitating the exercise of consular functions relating to nationals of the sending State :

a) consular officers shall be free to communicate with national of the sending State and to have access to them. Nationals of the sending State shall have the same freedom with respect to communications with and access to consular officers of the sending State;

b) if he so requests, the competent authorities of the receiving State shall, without delay, inform the consular post of the sending State if, within its consular district, a national of that State is arrested or committed to prison or to custody pending trial or is detained in any other manner. Any communication addressed to the consular post by the person arrested, in prison, custody or detention shall also be forwarded by the said authorities without delay. The said authorities shall inform the person concerned without delay of his rights under this subparagraph;

c) consular officers shall have the right to visit a national of the sending State who is in prison, custody or detention, to converse and correspond with him and arrange for his legal representation. They shall also have the right to visit any national of the sending State who is in prison, custody or detention in their district in pursuance of a judgment. Nevertheless, consular officers shall refrain from taking action on behalf of a national who is in prison, custody or detention if he expressly opposes such action.

2. The rights referred to in paragraph 1 of this Article shall be exercised in conformity with the laws and regulations of the receiving State, subject to the proviso, however, that the said laws and regulations must enable full effect to be given to the purposes for which the rights accorded under this Article are intended.

**ARTICLE 37.** Information in cases of deaths, guardianship or trusteeship, wrecks and air accidents

If the relevant information is available to the competent authorities of the receiving State, such authorities shall have the duty :

a) in the case of the death of a national of the sending State, to inform without delay the consular post in whose district the death occurred;

b) to inform the competent consular post without delay of

article, les fonctionnaires consulaires ne peuvent pas être incarcéré ni soumis à aucune forme de limitation de leur liberté personnelle, sauf en exécution d'une décision judiciaire définitive.

3. Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un fonctionnaire consulaire, celui-ci est tenu de se présenter devant les autorités compétentes. Toutefois, la procédure doit être conduite avec les égards qui sont dus au fonctionnaire consulaire en raison de sa position officielle et, à l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présent article, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires. Lorsque, dans les circonstances mentionnées au paragraphe 1 du présent article, il est devenu nécessaire de mettre un fonctionnaire consulaire en état de détention préventive, la procédure dirigée contre lui doit être ouverte dans le délai le plus bref.

**ARTICLE 42.** Notification des cas d'arrestation, de détention ou de poursuite.

En cas d'arrestation, de détention préventive d'un membre du personnel consulaire ou de poursuite pénale engagée contre lui, l'Etat de résidence est tenu d'en prévenir au plus tôt le chef de poste consulaire. Si ce dernier est lui-même visé par l'une de ces mesures, l'Etat de résidence doit en informer l'Etat d'envoi par la voie diplomatique.

**ARTICLE 43.** Immunité de juridiction.

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions consulaires.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas en cas d'action civile :

a) résultant de la conclusion d'un contrat passé par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire qu'il n'a pas conclu expressément ou implicitement en tant que mandataire de l'Etat d'envoi, ou

b) intenté par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

**ARTICLE 44.** Obligation de répondre comme témoin.

1. Les membres d'un poste consulaire peuvent être appelés à répondre comme témoins au cours de procédures judiciaires et administratives. Les employés consulaires et les membres du personnel de service ne doivent pas refuser de répondre comme témoins, si ce n'est dans les cas mentionnés au paragraphe 3 du présent article. Si un fonctionnaire consulaire refuse de témoigner, aucune mesure coercitive ou autre sanction ne peut lui être appliquée.

2. L'autorité qui requiert le témoignage doit éviter de gêner un fonctionnaire consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions. Elle peut recueillir son témoignage à sa résidence ou

any case where the appointment of a guardian or trustee appears to be in the interests of a minor or other person lacking full capacity who is a national of the sending State. The giving of this information shall, however, be without prejudice to the operation of the laws and regulations of the receiving State concerning such appointments;

c) if a vessel, having the nationality of the sending State, is wrecked or runs aground in the territorial sea or internal waters of the receiving State, or if an aircraft registered in the sending State to inform without delay the consular post nearest to the scene of the occurrence.

**ARTICLE 38.** Communication with the authorities of the receiving State

In the exercise of their functions, consular officers may address :

a) the competent local authorities of their consular district;  
h) the competent central authorities of the receiving State if and to the extent that this is allowed by the laws, regulations and usages of the receiving State or by the relevant international agreements.

**ARTICLE 39.** Consular fees and charges

1. The consular post may levy in the territory of the receiving State the fees and charges provided by the laws and regulations of the sending State for consular acts.

2. The sums collected in the form of the fees and charges referred to in paragraph 1 of the Article, and the receipts for such fees and charges, shall be exempt from all dues and taxes in the receiving State.

## SECTION II - FACILITIES, PRIVILEGES AND IMMUNITIES RELATING TO CAREER CONSULAR OFFICERS AND OTHER MEMBERS OF A CONSULAR POST

**ARTICLE 40.** Protection of consular officers

The receiving State shall treat consular officers with due respect and shall take all appropriate steps to prevent any attack on the person, freedom or dignity, on their person, freedom or dignity.

**ARTICLE 41.** Personal inviolability of consular officers

1. Consular officers shall not be liable to arrest or detention pending trial except in the case of a grave crime and pursuant to a decision by the competent judicial authority.

2. Except in the case specified in paragraph 1 of this Article, consular officers shall not be committed to prison or liable to any other form of restriction on their personal freedom save in execution of a judicial decision of final effect.

3. If criminal proceedings are instituted against a consular



au poste consulaire, ou accepter une déclaration écrite de sa part, toutes les fois que cela est possible.

3. Les membres d'un poste consulaire ne sont pas tenus de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels y relatifs. Ils ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

**ARTICLE 45.** Renonciation aux privilèges et immunités.

1. L'Etat d'envoi peut renoncer à l'égard d'un membre du poste consulaire aux privilèges et immunités prévus aux articles 41, 43 et 44.

2. La renonciation doit toujours être expresse, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, et doit être communiquée par écrit à l'Etat de résidence.

3. Si un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire, dans une matière où il bénéficierait de l'immunité de juridiction en vertu de l'article 43, engage une procédure, il n'est pas recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.

4. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte est nécessaire.

**ARTICLE 46.** Exemption d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent ni à l'employé consulaire qui n'est pas un employé permanent de l'Etat d'envoi ou qui exerce une activité privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, ni à un membre de sa famille.

**ARTICLE 47.** Exemption de permis de travail.

1. Les membres du poste consulaire sont, en ce qui concerne les services rendus à l'Etat d'envoi, exempts des obligations que les lois et règlements de l'Etat de résidence relatifs à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère imposent en matière de permis de travail.

2. Les membres du personnel privé des fonctionnaires consulaires et employés consulaires, s'ils n'exercent aucune autre occupation privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, sont exempts des obligations visées au paragraphe 1 du présent article.

*officer, he must appear before the competent authorities. Nevertheless, the proceedings shall be conducted with the respect due to him by reason of his official position and, except in the case specified in paragraph 1 of this Article, in a manner which will hamper the exercise of consular functions as little as possible. When, in the circumstances mentioned in paragraph 1 of this Article, it has become necessary to detain a consular officer, the proceedings against him shall be instituted with the minimum of delay.*

**ARTICLE 42.** Notification of arrest, detention or prosecution

*In the event of the arrest or detention, pending trial, of a member of the consular staff, or of criminal proceedings being instituted against him, the receiving State shall promptly notify the head of the consular post. Should the matter be himself the object of any such measure, the receiving State shall notify the sending State through the diplomatic channel.*

**ARTICLE 43.** Immunity from jurisdiction

1. *Consular officers and consular employees shall not be amenable to the jurisdiction of the judicial or administrative authorities of the receiving State in respect of acts performed in the exercise of consular functions.*

2. *The provisions of paragraph 1 of this Article shall not, however, apply in respect of a civil action either :*

- a) arising out of a contract concluded by a consular officer or a consular employee in which he did not contract expressly or impliedly as an agent of the sending State : or*
- b) by a third party for damage arising from an accident in the receiving State caused by a vehicle, vessel or aircraft.*

**ARTICLE 44.** Liability to give evidence

1. *Members of a consular post may be called upon to attend as witnesses in the course of judicial or administrative proceeding. A consular employee or a member of the service staff shall not, except in the cases mentioned in paragraph 3 of this Article, decline to give evidence. If a consular officer should decline to do so, no coercive measure or penalty may be applied to him.*

2. *The authority requiring the evidence of a consular officer shall avoid interference with the performance of his functions. It may, when possible, take such evidence at his residence or at the consular post or accept a statement from him in writing.*

3. *Members of a consular post are under no obligations to give evidence concerning matters connected with the exercise of their functions or to provide official correspondence and documents relating thereto. They are also entitled to decline to give evidence as expert witnesses with regard to the law of the sending State.*

**ARTICLE 48.** Exemption du régime de sécurité sociale.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, les membres du poste consulaire, pour ce qui est de services qu'ils rendent à l'Etat d'envoi, et les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exemptés des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'Etat de résidence.

2. L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique également aux membres du personnel privé qui sont au service exclusif des membres du poste consulaire, à condition :

a) Qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence ou n'y aient pas leur résidence permanente, et

b) Qu'ils soient soumis aux dispositions de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers.

3. Les membres du poste consulaire qui ont à leur service des personnes auxquelles l'exemption prévue au paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas doivent observer les obligations que les dispositions de sécurité sociale de l'Etat de résidence imposent à l'employeur.

4. L'exemption prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'exclut pas la participation volontaire du régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence, pour autant qu'elle est admise par cet Etat.

**ARTICLE 49.** Exemption fiscale.

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer sont exempts de tous impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux et communaux, à l'exception :

a) Des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services;

b) Des impôts et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions de l'article 32 ;

c) Des droits de succession et de mutation perçus par l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions du paragraphe b de l'article 51 ;

d) Des impôts et taxes sur les revenus privés, y compris les gains en capital, qui ont leur source dans l'Etat de résidence, et des impôts sur le capital prélevés sur les investissements effectués dans des entreprises commerciales ou financières situées dans l'Etat de résidence ;

e) Des impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus ;

f) Des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre, sous réserve des dispositions de l'article 32.

2. Les membres du personnel de service sont exempts des impôts et taxes sur les salaires qu'ils reçoivent du fait de leurs

**ARTICLE 45.** Waiver of privileges and immunities

1. The sending State may waive, with regard to a member of the consular post, any of the privileges and immunities provided for in Articles 41, 43 and 44.

2. The waiver shall in all cases be express, except as provided in paragraph 3 of this Article, and shall be communicated to the receiving State in writing.

3. The initiation of proceedings by a consular officer or a consular employee in a matter where he might enjoy immunity from jurisdiction under Article 43 shall preclude him from invoking immunity from jurisdiction in respect of any counter-claim directly connected with the principal claim.

4. The waiver of immunity from jurisdiction for the purposes of civil or administrative proceedings shall not be deemed to imply the waiver of immunity from the measures of execution resulting from the judicial decision; in respect of such measures, a separate waiver shall be necessary.

**ARTICLE 46.** Exemption from registration of aliens and residence permits

1. Consular officers and consular employees and members of their families forming part of their households shall be exempt from all obligations under the laws and regulations of the receiving State in regard to the registration of aliens and residence permits.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not, however, apply to any consular employee who is a permanent employee of the sending State or who is not a permanent employee of the sending State or who carries on any private gainful occupation in the receiving State or to any member of the family of any such employee.

**ARTICLE 47.** Exemption from work permits

1. Members of the consular post shall, with respect to services rendered for the sending State, be exempt from any obligations in regard to work permits imposed by the laws and regulations of the receiving State concerning the employment of foreign labour.

2. Members of the private staff of consular officers and of consular employees shall, if they do not carry on any other gainful occupation in the receiving State, be exempt from the obligations referred to in paragraph 1 of this Article.

**ARTICLE 48.** Social security exemption

1. Subject to the provisions of paragraph 3 of this Article, members of the consular post with respect to services rendered by them for the sending State, and members of their families forming part of their households, shall be exempt from social security provisions which may be in force in the receiving State.



services.

3. Les membres du poste consulaire qui emploient des personnes dont les traitements ou salaires ne sont pas exemptés de l'impôt sur le revenu dans l'Etat de résidence doivent respecter les obligations que les lois et règlements dudit Etat imposent aux employeurs en matière de perception de l'impôt sur le revenu.

**ARTICLE 50.** Exemption des droits de douane et de la visite douanière.

1. Suivant les dispositions législatives et réglementaires qu'il peut adopter, l'Etat de résidence autorise l'entrée et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôts, de transport et frais afférents à des services analogues, pour :

- a) Les objets destinés à l'usage officiel du poste consulaire ;
- b) Les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire et des membres de sa famille vivant à son foyer, y compris les effets destinés à son établissement. Les articles de consommation ne doivent pas dépasser les quantités nécessaires pour leur utilisation directe par les intéressés.

2. Les employés consulaires bénéficient des privilèges et exemptions prévus au paragraphe 1 du présent article pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.

3. Les bagages personnels accompagnés des fonctionnaires consulaires et des membres de leur famille vivant à leur foyer sont exemptés de la visite douanière. Ils ne peuvent être soumis à la visite que s'il y a de sérieuses raisons de supposer qu'ils contiennent des objets autres que ceux mentionnés à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par les lois et règlements de l'Etat de résidence ou soumise à ses lois et règlements de quarantaine. Cette visite ne peut avoir lieu qu'en présence du fonctionnaire consulaire ou du membre de sa famille intéressé.

**ARTICLE 51.** Succession d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille.

En cas de décès d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille qui vivait à son foyer, l'Etat de résidence est tenu :

- a) De permettre l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans l'Etat de résidence et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment du décès ;
- b) De ne pas prélever de droits nationaux, régionaux et communaux de succession ou de mutation sur les biens meubles dont la présence dans l'Etat de résidence était due uniquement à la présence dans cet Etat du défunt en tant que membre du poste consulaire ou membre de la famille du poste consulaire.

**ARTICLE 52.** Exemption des prestations personnelles.

2. The exemption provided for in paragraph 1 of this Article shall apply also to members of the private staff who are in the sole employ of members of the consular post, on conditions :

- a) that they are not nationals of or permanently resident in the receiving State; and
- b) that they are covered by the social security provisions which are in force in the sending State or a third State.

3. Members of the consular post who employ persons to whom the exemption provided for in paragraph 2 of this Article does not apply shall observe the obligations which the social security provisions of the receiving State impose upon employers.

4. The exemption provided for in paragraphs 1 and 2 of this Article shall not preclude voluntary participation in the social security system of the receiving State, provided that such participation is permitted by that State.

**ARTICLE 49.** Exemption from taxation

1. Consular officers and consular employees and members of their families forming part of their households shall be exempt from all dues and taxes, personal or real, national, regional or municipal, except :

- a) indirect taxes of a kind which are normally incorporated in the price of goods or services;
- b) dues or taxes on private immovable property situated in the territory of the receiving State, subject to the provisions of Article 32;
- c) estate, succession or inheritance duties, and duties on transfers, levied by the receiving State, subject to the provisions of paragraph (b) of Article 51;
- d) dues and taxes on private income, including capital gains, having its source in the receiving State and capital taxes relating to investments made in commercial or financial undertakings in the receiving State;
- e) charges levied for specific services rendered;
- f) registration, court or record fees, mortgage dues and stamp duties, subject to the provisions of Article 32.

2. Members of the service staff shall be exempt from dues and taxes on the wages which they receive for their services.

3. Members of the consular post who employ persons whose wages or salaries are not exempt from income tax in the receiving State shall observe the obligations which the laws and regulations of that State impose upon employers concerning the levying of income tax.

**ARTICLE 50.** Exemption from customs duties and inspection

1. The receiving State shall, in accordance with such laws and regulations as it may adopt, permit entry of and grant exemption from all customs duties, taxes, and related charges

L'Etat de résidence doit exempter les membres du poste consulaire et les membres de leur famille vivant à leur foyer de toute prestation personnelle et de tout service d'intérêt public, de quelque nature qu'il soit, et des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

**ARTICLE 53.** Commencement et fin des privilèges et immunités consulaires.

1. Tout membre du poste consulaire bénéficie des privilèges et immunités prévus par la présente Convention dès son entrée sur le territoire de l'Etat de résidence pour gagner son poste ou, s'il se trouve déjà sur ce territoire, dès son entrée en fonctions au poste consulaire.

2. Les membres de la famille d'un membre du poste consulaire vivant à son foyer, ainsi que les membres de son personnel privé, bénéficiant des privilèges et immunités prévus dans la présente Convention à partir de la dernière des dates suivantes: celle à partir de laquelle ledit membre du poste consulaire jouit des privilèges et immunités conformément au paragraphe 1 du présent article, celle de leur entrée sur le territoire de l'Etat de résidence ou celle à laquelle ils sont devenus membres de ladite famille ou dudit personnel privé.

3. Lorsque les fonctions d'un membre du poste consulaire prennent fin, ses privilèges et immunités, ainsi que ceux des membres de sa famille vivant à son foyer ou des membres de son personnel privé, cessent normalement à la première des dates suivantes: au moment où la personne en question quitte le territoire de l'Etat de résidence, ou à l'expiration d'un délai raisonnable qui lui aura été accordé à cette fin, mais ils subsistent jusqu'à ce moment, même en cas de conflit armé. Quant aux personnes visées au paragraphe 2 du présent article, leurs privilèges et immunités cessent dès qu'elles-mêmes cessent d'appartenir au foyer ou d'être au service d'un membre du poste consulaire, étant toutefois entendu que, si ces personnes ont l'intention de quitter le territoire de l'Etat de résidence dans un délai raisonnable, leurs privilèges et immunités subsistent jusqu'au moment de leur départ.

4. Toutefois, en ce qui concerne les actes accomplis par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire dans l'exercice de ses fonctions, l'immunité de juridiction subsiste sans limitation de durée.

5. En cas de décès d'un membre de poste consulaire, les membres de sa famille vivant à son foyer continuent de jouir des privilèges et immunités dont ils bénéficient, jusqu'à la première des dates suivantes: celle où ils quittent le territoire de l'Etat de résidence, ou à l'expiration d'un délai raisonnable qui leur aura été accordé à cette fin.

**ARTICLE 54.** Obligations des Etats tiers.

1. Si le fonctionnaire consulaire traverse le territoire ou se trouve sur le territoire d'un Etat tiers qui lui a accordé un visa au cas où ce visa est requis, pour aller assumer ses fonctions ou rejoindre son poste, ou pour rentrer dans l'Etat d'envoi, l'Etat

*other than charges for storage, cartage and similar services, on*

a) *articles for the official use of the consular post; articles for the personal use of a consular officer or members of his family forming part of his household, including articles intended for his establishment. The articles intended for consumption shall not exceed the quantities necessary for direct utilization by the persons concerned.*

2. *Consular employees shall enjoy the privileges and exemptions specified in paragraph 1 of this Article in respect of articles imported at the time of first installation.*

3. *Personal baggage accompanying consular officers and members of their families forming part of their households shall be exempt from inspection. It may be inspected only if there is serious reasons to believe that it contain articles other than those referred to in sub-paragraph (b) of paragraph 1 of this Article, or articles the import or export of which is prohibited by the laws and regulations of the receiving State or which are subject to its quarantine laws and regulations. Such inspection shall be carried out in the presence of the consular officer or member of his family concerned*

**ARTICLE 51.** *Estate of a member of the consular post or of a member of his family*

*In the event of the death of a member of the consular post or of a member of his family forming part of his household, the receiving State:*

a) *shall permit the export of the movable property of the deceased, with the exception of any such property acquired in the receiving State the export of which was prohibited at the time of his death;*

b) *shall not levy national, regional or municipal estate, succession of inheritance duties, and duties on transfers, on movable property the presence of which in the receiving State was due solely to the presence in that State of the deceased as a member of the consular post or as a member of the family of a member of the consular post.*

**ARTICLE 52.** *Exemption from personal services and contributions*

*The receiving State shall exempt members of the consular posts and members of their families forming part of their households from all personal services, from all public service of any kind whatsoever, and from military obligations such as those connected with requisitioning, military contributions and billeting.*

**ARTICLE 53.** *Beginning and end of consular privileges and immunities*

1. *Every member of the consular post shall enjoy the privileges and immunities provided in the present Convention from the moment he enters the territory of the receiving State on*



tiers lui accordera les immunités prévues dans les autres articles de la présente Convention, qui peuvent être nécessaires pour permettre son passage ou son retour. L'Etat tiers fera de même pour les membres de la famille vivant à son foyer et bénéficiant des privilèges et immunités qui accompagnent le fonctionnaire consulaire ou qui voyagent séparément pour le rejoindre ou pour rentrer dans l'Etat d'envoi.

2. Dans les conditions similaires à celles qui sont prévues au paragraphe 1 du présent article, les Etats tiers ne doivent pas entraver le passage sur leur territoire des autres membres du poste consulaire et des membres de leur famille vivant à leur foyer.

3. Les Etats tiers accorderont à leur correspondance officielle et aux autres communications officielles en transit, y compris les messages en code ou en chiffre, la même liberté et la même protection que l'Etat de résidence est tenu d'accorder en vertu de la présente Convention. Ils accorderont aux courriers consulaires, auxquels un visa a été accordé s'il était requis, et aux valises consulaires en transit, la même inviolabilité et la même protection que l'Etat de résidence est tenu d'accorder en vertu de la présente Convention.

4. Les obligations des Etats tiers en vertu des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article s'appliquent également aux personnes mentionnées respectivement dans ces paragraphes, ainsi qu'aux communications officielles et aux valises consulaires, lorsque leur présence sur ce territoire de l'Etat tiers est due à un cas de force majeure.

#### **ARTICLE 55.** Respect des lois et règlements de l'Etat de résidence.

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat de résidence. Elles ont également le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet Etat.

2. Les locaux consulaires ne seront pas utilisés d'une manière incompatible dans l'exercice des fonctions consulaires.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article n'excluent pas la possibilité d'installer, dans une partie du bâtiment où se trouvent les locaux du poste consulaire, les bureaux d'autres organismes ou agences, à condition que les locaux affectés à ces bureaux soient séparés de ceux qui sont utilisés par le poste consulaire. Dans ce cas, lesdits bureaux ne sont pas considérés, aux fins de la présente convention, comme faisant partie de locaux consulaires.

#### **ARTICLE 56.** Assurance contre les dommages causés aux tiers.

Les membres du poste consulaire doivent se conformer à toutes les obligations imposées par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'assurance de responsabilité civile pour l'utilisation de tout véhicule, bateau ou aéronef.

*proceeding to take up his post or, if already in the post, from the moment when he enters on his duties with the consular post.*

2. *Members of the family of a member of the consular post forming part of his household and members of his private staff shall receive the privileges and immunities provided in the present Convention from the date from which he enjoys privileges and immunities in accordance with paragraph 1 of this Article or from the date of their entry into the territory of the receiving State or from the date of their becoming a member of such family or private staff, whichever is the latest.*

3. *When the functions of a member of the consular post have come to an end, his privileges and immunities and those of a member of his family forming part of his household or a member of his private staff shall normally cease at the moment when the person concerned leaves the receiving State or on the expiry of a reasonable period in which to do so, whichever is the sooner, but shall subsist until that time, even in case of armed conflict. In the case of the persons referred to in paragraph 2 of this Article, their privileges and immunities shall come to an end when they cease to belong to the household or to be in the service of a member of the consular post provided, however, that if such persons intend leaving the receiving State within a reasonable period thereafter, their privileges and immunities shall subsist until the time of their departure.*

4. *However, with respect to acts performed by a consular officer or a consular employee in the exercise of his functions, immunity from jurisdiction shall continue to subsist without limitation of time.*

5. *In the event of the death of a member of the consular post, the members of his family forming part of his household shall continue to enjoy the privileges and immunities accorded to them until they leave the receiving State or until the expiry of a reasonable period enabling them to do so, whichever is the sooner.*

#### **ARTICLE 54.** Obligations of third States

1. *If a consular officer passes through or is in the territory of a third State which has granted him a visa if a visa was necessary, while proceeding to take up or return to his post or when returning to the sending State, the third State shall accord to him all immunities provided for by the other Articles of the present Convention as may be required to ensure his transit or return. The same shall apply in the case of any member of his family forming part of his household enjoying such privileges and immunities who are accompanying the consular officer or travelling separately to join him or to return to the sending State.*

2. *In circumstances similar to those specified in paragraph 1 of this Article, third State shall not hinder the transit through their territory for other members of the consular post or of members of their families forming part of their households.*

**ARTICLE 57.** Dispositions spéciales relatives à l'occupation privée de caractère lucratif.

1. Les fonctionnaires consulaires de carrière n'exerceront dans l'Etat de résidence aucune activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel.

2. Les privilèges et immunités prévus au présent chapitre ne sont pas accordés :

a) Aux employés consulaires et aux membres du personnel de service qui exercent dans l'Etat de résidence une occupation privée de caractère lucratif ;

b) Aux membres de la famille d'une personne mentionnée à l'alinéa a du présent paragraphe et aux membres de son personnel privé ;

c) Aux membres de la famille d'un membre du poste consulaire qui exercent eux-mêmes dans l'Etat de résidence une occupation privée de caractère lucratif.

### CHAPITRE III

Régime applicable aux fonctionnaires consulaires honoraires et aux postes consulaires dirigés par eux.

**ARTICLE 58.** Dispositions générales concernant les facilités, privilèges et immunités.

1. Les articles 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38 et 39, le paragraphe 3 de l'article 54 et les paragraphes 2 et 3 de l'article 55 s'appliquent aux postes consulaires dirigés par un fonctionnaire consulaire, honoraires. En outre, les facilités, privilèges et immunités de ces postes consulaires sont réglés par les articles 59, 60, 61 et 62.

2. Les articles 42 et 43, le paragraphe 3 de l'article 44, les articles 45 et 53 et le paragraphe 1 de l'article 55 s'appliquent aux fonctionnaires consulaires honoraires. En outre, les facilités, privilèges et immunités de ces fonctionnaires consulaires sont réglés par les articles 63, 64, 65, 66 et 67.

3. Les privilèges et immunités prévus dans la présente Convention ne sont pas accordés aux membres de la famille d'un fonctionnaire consulaire honoraire ou d'un employé consulaire qui est employé dans un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire.

4. L'échange de valises consulaires entre deux postes consulaires situés dans des pays différents et dirigés par des fonctionnaires consulaires honoraires n'est admis que sous réserve du consentement des deux Etats de résidence.

**ARTICLE 59.** Protection des locaux consulaires.

L'Etat de résidence prend les mesures nécessaires pour protéger les locaux consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire et empêcher qu'ils ne soient envahis ou endommagés et que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.

3. *Third States shall accord to official correspondence and to other official communications in transit, including messages in code or cipher, the same freedom and protection as the receiving State is bound to accord under the present Convention. They shall accord to consular couriers who have been granted a visa, if a visa was necessary, and to consular bags in transit, the same inviolability and protection as the receiving State is bound to accord under the present Convention.*

4. *The obligations of third States under paragraphs 1, 2 and 3 of this Article shall also apply to the persons mentioned respectively in those paragraphs, and to official communications and to consular bags, whose presence in the territory of the third State is due to force majeure.*

**ARTICLE 55.** *Respect for the laws and regulations of the receiving State*

1. *Without prejudice to their privileges and immunities, it is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the laws and regulations of the receiving State. They also have a duty not to interfere in the internal affairs of that State.*

2. *The consular premises shall not be used in any manner incompatible with the exercise of consular functions.*

3. *The provisions of paragraph 2 of this Article shall not exclude the possibility of offices of other institutions or agencies being installed in part of the building in which the consular premises are situated, provided that the premises assigned to them are separate from those used by the consular post. In that event, the said offices shall not, for the purposes of the present Convention, be considered to form part of the consular premises.*

**ARTICLE 56.** *Insurance against third party risks*

*Members of the consular post shall comply with any requirement imposed by the laws and regulations of the receiving State in respect of insurance against third party risks arising from the use of any vehicle, vessel or aircraft.*

**ARTICLE 57.** *Special provisions concerning private gainful occupation*

1. *Career consular officers shall not carry on for personal profit any professional or commercial activity in the receiving State.*

2. *Privileges and immunities provided in this Chapter shall not be accorded :*

a) *to consular employees or to members of the service staff who carry on any private gainful occupation in the receiving State;*

b) *to members of the family of a person referred to in subparagraph a) of this paragraph or to members of his private staff;*



**ARTICLE 60.** Exemption fiscale des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire, dont l'Etat d'envoi est propriétaire ou locataire, sont exempts de tous impôts et taxes de toute nature, nationaux, régionaux ou communaux, pourvu qu'il ne s'agisse pas de taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue dans le paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après les lois et règlements de l'Etat de résidence, ils sont à la charge de la personne qui a contracté avec l'Etat d'envoi.

**ARTICLE 61.** Inviolabilité des archives et documents consulaires.

Les archives et documents consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent, à condition qu'ils soient séparés des autres papiers et documents et, en particulier, de la correspondance privée du chef de poste consulaire et de toute personne travaillant avec lui, ainsi que des biens, livres ou documents se rapportant à leur profession ou à leur commerce.

**ARTICLE 62.** Exemption douanière.

Suivant les dispositions législatives et réglementaires qu'il peut adopter, l'Etat de résidence accorde l'entrée ainsi que l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour les objets suivants, à condition qu'ils soient destinés exclusivement à l'usage officiel d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire : les écussons, pavillons, enseignes, sceaux et cachets, livres, imprimés officiels, le mobilier de bureau, le matériel et fournitures de bureau et les objets analogues fournis au poste consulaire par l'Etat d'envoi ou sur sa demande.

**ARTICLE 63.** Procédure pénale.

Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un fonctionnaire consulaire honoraire, celui-ci est tenu de se présenter devant les autorités compétentes. Toutefois, la procédure doit être conduite avec les égards qui sont dus au fonctionnaire consulaire honoraire en raison de sa position officielle et, sauf si l'intéressé est en état d'arrestation ou de détention, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires. Lorsqu'il est devenu nécessaire de mettre un fonctionnaire consulaire honoraire en état de détention préventive, la procédure dirigée contre lui doit être ouverte dans le délai le plus bref.

**ARTICLE 64.** Protection du fonctionnaire consulaire honoraire.

L'Etat de résidence est tenu d'accorder au fonctionnaire consulaire honoraire la protection qui peut être nécessaire en raison de sa position officielle.

c) to members of the family of a member of a consular post who themselves carry on any private gainful occupation in the receiving State.

**CHAPTER III - REGIME RELATING TO HONORARY CONSULAR OFFICERS AND CONSULAR POSTS HEADED BY SUCH OFFICERS**

**ARTICLE 58.** General provisions relating to facilities, privileges and immunities

1. Article 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38 and 39, paragraph 3 of Article 54 and paragraphs 2 and 3 of Article 55 shall apply to consular posts headed by an honorary consular officer. In addition, the facilities, privileges and immunities of consular posts shall be governed by Articles 59, 60, 61, and 62.

2. Article 42 and 43, paragraph 3 of Article 44, Articles 45 and 53 and paragraph 1 of Article 55 shall apply to honorary consular officers. In addition, the facilities, privileges and immunities of such consular officers shall be governed by Articles 63, 64, 65, 66, and 67.

3. Privileges and immunities provided in the present Convention shall not be accorded to members of the family of an honorary consular officer or of a consular employee employed at a consular post headed by an honorary consular officer.

4. The exchange of consular bags between two consular posts headed by honorary consular officers in different States shall not be allowed without the consent of the two receiving States concerned.

**ARTICLE 59.** Protection of the consular premises

The receiving State shall take such steps as may be necessary to protect the consular of a consular post headed by an honorary consular officer against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the consular post or impairment of its dignity.

**ARTICLE 60.** Exemption from taxation of consular premises

1. Consular premises of a consular post headed by an honorary consular officer of which the sending State is the owner or lessee shall be exempt from all national, regional or municipal dues and taxes whatsoever, other than such as represent payment for specific services rendered.

2. The exemption from taxation referred to in paragraph 1 of this Article shall not apply to such dues and taxes if, under the laws and regulations of the receiving State, they are payable by the person who contracted with the sending State.

**ARTICLE 61.** Inviolability of consular archives and documents

**ARTICLE 65.** Exemption d'immatriculation des étrangers et des permis de séjour.

Les fonctionnaires consulaires honoraires, à l'exemption de ceux qui exercent dans l'Etat de résidence une activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

**ARTICLE 66.** Exemption fiscale.

Le fonctionnaire consulaire honoraire est exempté de tous impôts et taxes sur les indemnités et les émoluments qu'il reçoit de l'Etat d'envoi en raison de l'exercice des fonctions consulaires.

**ARTICLE 67.** Exemption de prestations personnelles.

L'Etat de résidence doit exempter les fonctionnaires consulaires honoraires de toute prestation personnelle et de tout service d'intérêt public, de quelque nature qu'il soit, ainsi que des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

**ARTICLE 68.** Caractère facultatif de l'institution des fonctionnaires consulaires honoraires.

## Condominium des Nouvelles-Hébrides

### Décision Conjointe No. 2 de 1978

Portant désignation des Assesseurs et Assesseurs Suppléants près le Tribunal Indigène de la Circonscription des Iles du Centre I, des Iles du Centre II, des Iles du Sud, et des Iles du Nord pour l'année 1978.

#### LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 8, paragraphe 6 du Protocole Franco-Britannique de 1914 ;

DECIDENT :

**ARTICLE 1.** Sont nommés Assesseurs et Assesseurs Suppléants près le Tribunal Indigène de la Circonscription des Iles du Centre 1, des Iles du Centre 2, des Iles du Sud et des Iles du Nord, pour une année à compter du 1er Janvier 1978, les Autochtones ci-après désignés :

#### CIRCONSCRIPTION DES ILES DU CENTRE 1 :

ASSESEURS :

Graham KALSAKAU	Ilôt Vila	Vaté
Abednego SAU	Tagabé	Vaté

*The consular archives and documents of a consular post headed by an honorary consular officer shall be inviolable at all times and wherever they may be, provided that they are kept separate from other papers and documents and, in particular, from the private correspondence of the head of a consular post and of any person working with him, and from the materials, books or documents relating to their profession or trade.*

**ARTICLE 62.** Exemption from customs duties

*The receiving State shall, in accordance with such laws and regulations as it may adopt, permit entry of, and grant exemption from all customs duties, taxes, and related charges other than charges for storage, cartage and similar services on the following articles, provided that they are for the official use of a consular post headed by an honorary consular officer : coats-of-arms, flags, signboards, seals and stamps, books, official printed matter, office furniture, office equipment and similar articles supplied by or at the instance of the sending State to the consular post.*

**ARTICLE 63.** Criminal proceedings

*If criminal proceedings are instituted against an honorary consular officer, he must appear before the competent authorities. Nevertheless the proceedings shall be conducted with the respect due to him by reason of his official position and, except when he is under arrest or detention, in a manner which will hamper the exercise of consular functions as little as possible. When it has become necessary to detain an honorary consular officer, the proceedings against him shall be instituted with the minimum of delay.*

**ARTICLE 64.** Protection of honorary consular officers

*The receiving State is under a duty to accord to an honorary consular officer such protection as may be required by reason of his official position.*

**ARTICLE 65.** Exemption from registration of aliens and residence permits

*Honorary consular officers, with the exception of those who carry on for personal profit any professional or commercial activity in the receiving State, shall be exempt from all obligations under the laws and regulations of the receiving State in regard to the registration of aliens and residence permits.*

**ARTICLE 66.** Exemption from taxation

*An honorary consular officer shall be exempt from all dues and taxes on the remuneration and emoluments which he receives from the sending State in respect of the exercise of consular functions.*

**ARTICLE 67.** Exemption from personal services and contributions



**ASSESEURS SUPPLEANTS**

Peter POILAPA	Mélé	Vaté
Waia TENENE	Erakor	Vaté
Charlie KALMET	Erakor	Vaté
Henri TAGA (fils)	Port-Vila	Vaté
Georges PAKOA	Port-Vila	Vaté
Heñfi TAGA (père)	Port-Vila	Vaté
Jimmy SIMON	Port-Vila	Vaté
Ernest KALCHICHI	Port-Vila	Vaté
Kalosiki TARIPOAMATA	Siviri	Vaté
Marik KALTONG	Eton	Vaté
Maxwell KALFAU	Eton	Vaté
Kalsaf SOPE	Pango	Vaté
Kaltal KALOATMAN	Pango	Vaté
Stephen KALAUURIS	Paunangis	Vaté
Raymond MARONGOE	Emua	Vaté
Metak VALEAWIA	Ebau	Vaté
Charlie KALORUS	Leleppa	Vaté
Joël KALFAU	Moso	Vaté
Jack ALIKOA	Farealapa	N'Guna
Ronet MANTUKITUK	Matoa	N'Guna
John Maripu MARIWOTA	Tikilaso	N'Guna
Kaloran TAPITARI	Worearu	N'Guna
Thompson		
MARANGARASI	Sake	Pélé
Ben MATAPANGA	N'Gurua	Emau
Shem TAFIMATUA	Marao	Emau
Bill TAFIMATAKO	Wiana	Emau
Obed TIMAKATA	Makatea	Emaé
Willie TIMAKURA	Sangava	Emaé
Simon TARIMASOE	Malakoto	Makura
Misuma MARIWOTA	Erat	Tongariki
Louis SASAMAKI	Lekalia	Tongariki
Willie TITONGOAMORI	Lewiana	Tongariki
Tom TIPOLOAMATA	Itakoma	Tongoa
Toara TITONGOAMATA	Nangarisu	Tongoa
Roy TARIPOAMATA	Kurumampe	Tongoa
Simon TIMATASO	Meriu	Tongoa
Reuben BAIA	Baia	Epi
Willie KORA	Nikaura	Epi
TARIPOALATA	Filikara	Epi
WILLIE	Vovo	Epi
Tom JOE	Mao-Maraé	Epi
Timothy WILLIE	Burumba	Epi
KEBA	Nuvi	Epi
NAUGA ALICK	Ngalaparua	Lamenu Island
Jack KALALA	Ngalabaroso	Lamenu Island

**CIRCONSCRIPTION DES ILES DU CENTRE 2**

**ESSESEURS :**

PAUL	Penap	Mallicolo
SUKON	Uripiv	Mallicolo

**ASSESEURS SUPPLEANTS**

BONGMELIP	Banam-Bay	Mallicolo
FRANCK	Aulua	Mallicolo
ABEL	Tisman	Mallicolo

*The receiving State shall exempt honorary consular officers from all personal services and from all public services of any kind whatsoever and from military obligations such as those connected with requisitioning, military contributions and billeting.*

**ARTICLE 68.** *Optional character of the institution of honorary consular officers*

*Each State is free to decide whether it will appoint or receive honorary consular officers.*

**New Hebrides Condominium**

**Joint Decision No. 2 of 1978**

*ACTING in pursuance of the provisions of Article 8:6 of the Anglo-French Protocol of 1914, the Resident Commissioners*

**HEREBY DECIDE**

*1. The undermentioned persons shall be appointed Assessors and Supplementary Assessors to the Native Courts for the Districts respectively set out below for a period of one year commencing on the first day of January 1978.*

**CENTRAL DISTRICT NO. 1**

**ASSESSORS**

Graham KALSAKAU	Ilôt Vila	Efate
Abednego SAU	Tagabé	Efate

**SUPPLEMENTARY ASSESSORS**

Peter POILAPA	Mele	Efate
Waia TENENE	Erakor	Efate
Charlie KALMET	Erakor	Efate
Henri TAGA (Junior)	Port-Vila	Efate
Georges PAKOA	Port-Vila	Efate
Henri TAGA (Senior)	Port-Vila	Efate
Jimmy SIMON	Port-Vila	Efate
Ernest KALCHICHI	Port-Vila	Efate
Kalosiki TARIPOAMATA	Siviri	Efate
Marik KALTONG	Eton	Efate
Maxwell KALFAU	Eton	Efate
Kalsaf SOPE	Pango	Efate
Kaltal KALOAMTMAN	Pango	Efate
Stephen KALAUURIS	Paunangis	Efate
Raymond MARONGOE	Emua	Efate
Metak VALEAWIA	Ebau	Efate
Charlie KALORUS	Leleppa	Efate
Joel KALFAU	Moso	Efate
Jack ALIKOA	Farealapa	Efate
Jack ALIKOA	Farealapa	N'Guna
Roneth MANTUKITUK	Matoa	N'Guna
John Maripu MARIWOTA	Tikilaso	N'Guna
Kaloran TAPITARI	Worearu	N'Guna
Thompson MARANGARASI	Sake	Pele

RUTAU	Tisman	Mallicolo
MANAI	Retok	Mallicolo
JACOB	Bushman	Mallicolo
RION	Litz-Litz	Mallicolo
David APIA	Tautu	Mallicolo
REMY	Mahé	Mallicolo
FRANCK	Pinalum	Mallicolo
SEPPA	Rano	Mallicolo
PETRO	Rano	Mallicolo
CONSTANTA	Rano Island	Mallicolo
CASIMIR	Wala	Mallicolo
ANSELME	Walla	Mallicolo
KEN REUBEN	Atchin	Mallicolo
GERMAIN	Atchin	Mallicolo
PAUL	Vao	Mallicolo
SAOUT	Vao	Mallicolo
DESIRE	Vao	Mallicolo
JOSHUA	Alava	Mallicolo
THOMAS	Botovro	Mallicolo
THEOPHILE	Atchin	Mallicolo
LEEMAN	Tontas	Mallicolo
GIBEON	Orini	Mallicolo
JONATHAN	Espiègle Baie	Mallicolo
Léonard BILL	Tenmaru	Mallicolo
CHANEL	Wilack	Mallicolo
PETER	Leviamp	Mallicolo
VIRAMBAT	Amok	Mallicolo
PAUL	Brenwe	Mallicolo
JOEL	Laravat	Mallicolo
SUN DAY	Vunmavis	Mallicolo
FRANCIS	Dixon Reef	Mallicolo
SALE KAISINGPOL	Lawa	Mallicolo
LESLEY	Lenbenwen	Mallicolo
KENSING	Malfakal	Mallicolo
TOM	Melip	Mallicolo
KALO	Akhamb	Mallicolo
WASI	Akhamb	Mallicolo
KELTASSI	Pescarus	Mallicolo
JEROME	Lekenuan	Mallicolo
TOM	Pilong	Mallicolo
COLIN	Avok	Mallicolo
DAMIEN	Port-Sandwich	Mallicolo
ELIACH	Aronborato	Pentecôte
AUGUSTINE RIHU	Laone	Pentecôte
ARON RANGO	Abwatuntora	Pentecôte
RORAN LEO	Alighu	Pentecôte
Antoine GIHALA	Latano	Pentecôte
SILAS NGARI	Loltong	Pentecôte
YOKIME	Namaram	Pentecôte
MICHAEL	Lislis	Pentecôte
EDWARD	Sansanimal	Pentecôte
ALICK	Nakarongboga	Pentecôte
JOHN	Netis	Pentecôte
ALFRED	Vansemakul	Pentecôte
CAIN	Baravat	Pentecôte
MICHAEL	Tansip	Pentecôte
BILAMEL	Ilamre	Pentecôte
CHARLIE TOR	Rambutor	Pentecôte

Ben MATAPANGA	N'Gurua	Emau
Shem TAFIMATUA	Marao	Emau
Bill TAFIMATAKO	Wiana	Emau
Obed TIMAKATA	Makatea	Emae
Willie TIMAKURA	Sangava	Emae
Simon TARIMASOE	Malakoto	Makura
Misuma MARIWOTA	Erata	Tongariki
Louis SASAMAKI	Lekalia	Tongariki
Willie TITONGOAMORI	Lewiana	Tongariki
Tom TIPOLOAMATA	Itakoma	Tongoa
Toara TITONGOAMATA	Mangarisu	Tongoa
Roy TARIPOAMATA	Kurumampe	Tongoa
Simon TIMATASO	Meriu	Tongoa
Reuben BAIA	Baia	Epi
Willie KORA	Nikaura	Epi
TARIPOALATA	Filikara	Epi
WILLIE	Vovo	Epi
Tom JOE	Mae-Marae	Epi
Timothy WILLIE	Burumba	Epi
KEBA	Nuvi	Lamen
Alick NAUNGA	Ngalaparua	Lamen
Jack KALALA	Ngalavasoro	Lamen Island

CENTRAL DISTRICT NO. 2

ASSESSORS

PAUL	Penap	Malekula
SUKON	Uripiv	Malekula

SUPPEMENTARY ASSESSORS

BONGMELIP	Benam Bay	Malekula
FRANCK	Aulua	Malekula
ABEL	Tisman	Malekula
RUTAU	Tisman	Malekula
MANAI	Retok	Malekula
JACOB	Bushman	Malekula
RION	Litzlitz	Malekula
David APPIA	Tautu	Malekula
REMY	Mahi	Malekula
FRANCK	Pinalum	Malekula
SEPPA	Rano	Malekula
PETRO	Rano	Malekula
CONSTANTIA	Rano Island	Malekula
KASIMIR	Walla	Malekula
ANSELME	Walla	Malekula
Ken REUBEN	Atchin	Malekula
GERMAIN	Atchin	Malekula
PAUL	Lavalsal	Malekula
SOUT	Vao	Malekula
DESIRE	Vao	Malekula
JOSHUA	Alafas	Malekula
THOMAS	Portovro	Malekula
THEOPHILE	Atchin	Malekula
LEEMAN	Tontar	Malekula
GIBEON	Orini	Malekula
JONATHAN	Espiègle Bay	Malekula
Leonard BWILL	Tenmaru	Malekula



MARTIN	Point Cross	Pentecôte
PIO	Baie Barrier	Pentecôte
Pierre ASSAL	Ste Thérèse	Pentecôte
LOUIS	Baie Barrier	Pentecôte
JEPHET	Limbul	Nord Ambrym
LUAN	Fanla	Nord Ambrym
WORWOR	Ranon	Nord Ambrym
Samuel MANSUP	Craig'Cove	Ouest Ambrym
AUGUSTE	Craig'Cove	Ouest Ambrym
Robea K MARKSON	Baiap	Ouest Ambrym
XAVIER	Sessivi	Ouest Ambrym
DANIEL	Sanesup	Ouest Ambrym
ALICK	Toak	Sud-Est Ambrym
ALICK	Benapo	Sud-Est Ambrym
MOSES	Endupoal	Sud-Est Ambrym
ALEXANDRE	Endupakol	Sud-Est Ambrym
FRED	Liro	Sud-Est Ambrym
WILLIE KALSAV	Tehal Netan	Sud-Est Ambrym
EDWARD	Vaueleli	Sud-Est Ambrym
SIMON	Tahi	Sud-Est Ambrym
DAVID	Tavulai	Sud-Est Ambrym

#### CIRCONSCRIPTION DES ILES DU SUD

ASSESSEURS	Résidence	District	ILE
Jack NEPIKO	Enfitana	Green Point	Tanna
Bob RANGI	Loonelapen	White-Grass	Tanna

#### ASSESSEURS SUPPLEANTS

LOHMANTANI	Isidni	Lenakel	Tanna
Siméon NEUPAU	Luaruenu	Lenakel	Tanna
Thomas NAMAKA	Lokotai	Lenakel	Tanna
Jimmy IOKAWIL	Levenkula	Middle South	Tanna
Pierre YAMAK	d'Ipay	White Grass	Tanna
Saba NOULAK	Kwamera	South	Tanna
Thomas NOAL	Port- Résolution	Port- Résolution	Tanna
Johnson NACE	Tatuiria	Port- Résolution	Tanna
LESSAP	Nazareth	Siwi	Tanna

CHANEL	Wilak	Malekula
PETER	Leviamp	Malekula
VIRHAMBAT	Amok	Malekula
PAUL	Brenwe	Malekula
JOEL	Laravat	Malekula
SUNDAY	Vunmavis	Malekula
FRANCIS	Dixon Reef	Malekula
SALE KAISINGPOL	Lawa	Malekula
LESLEY	Lembenwen	Malekula
KENSING	Malfakal	Malekula
TOM	Melip	Malekula
KALO	Akhamb	Malekula
WASI	Akhamb	Malekula
KALTASSI	Pescarus	Malekula
JEROME	Lekenuan	Malekula
TOM	Pilong	Malekula
COLIN	Avok	Malekula
DAMIEN	Port- Sandwich	Malekula
ELIACH	Arongbaratu	Pentecôte
Augustine RIHU	Laone	Pentecôte
Aron RANGO	Abwatuntora	Pentecôte
Roran LEO	Alighu	Pentecôte
Antoine GIHALA	Latano	Pentecôte
Silas NGARI	Loltong	Pentecôte
YOKIME	Namaram	Pentecôte
MICHAEL	Lisli	Pentecôte
EDWARD	Sansanimal	Pentecôte
ALICK	Nakarongboga	Pentecôte
JOHN	Netis	Pentecôte
ALFRED	Vansemakul	Pentecôte
CAIN	Baravat	Pentecôte
MICHAEL	Tansip	Pentecôte
BILAMEL	Ilamre	Pentecôte
Charlie TOR	Rambutor	Pentecôte
MARTIN	Point Cross	Pentecôte
PIO	Baie Barrier	Pentecôte
Pierre ASSAL	St. Thérèse	Pentecôte
LOUIS	Baie Barrier	Pentecôte
JEPHET	Limbul	North- Ambrym
LUAN	Fanla	North- Ambrym
WORWOR	Ranon	North- Ambrym
Samuel MANSUP	Craig Cove	West- Ambrym
AUGUSTE	Craig Cove	West- Ambrym
Robea MARKSON	Baiap	West- Ambrym
ZAVIER	Sessivi	West- Ambrym
DANIEL	Sanesup	West- Ambrym
ALICK	Toak	South-East Ambrym
ALICK	Benapo	South-East

KONALI	Yarkei	White Sands	Tanna
NOKOHOUT	Malaliu	White Sands	Tanna
Jack NAVEN	Ipekel	White Sands	Tanna
NEMEK	Laonasunan	Waisisi	Tanna
Jimmy NANGAO	Loangi	Loanvialu	Tanna
Charley NAKO	Lamlou	Centre	Tanna
		Brousse	
MULIAKI	Ilis-Ilis	Centre	Tanna
		Brousse	
James IAUS	Lenaken	Centre	Tanna
		Brousse	
LAFABIBIS	Loeao	Centre	Tanna
		Brousse	
George IMAKIA	Louieru	White Grass	Tanna
Missiwily NAUREI	Lokatai	White Grass	Tanna
NOWAL	Lowitel	Green Hill	Tanna
MANIPIN	Loanalang	Nord	Tanna
Robbie SAMORI		Immale	Aniwa
Charlie ABNER		Isowai	Aniwa
MISSIKOFE		Isia	Futuna
RAVEI		Ibao	Futuna
RTom YOWEI		Analgauhat	Anatom
MANIO		Analgauhat	Anatom
Warris NALLING	Unponker	Dillons Bay	Erromongo
Joseph SEI	Happy-Land	Sud	Erromongo
Johnson NALLING	Port-Narvin	Nord	Erromongo
Thomas LUKON	Ipota	Est	Erromongo

#### CIRCONSCRIPTION DES ILES DU NORD

ASSESEURS		
Ruben MARA	Luganville	Santo
LEVY LEONA	Luganville	Santo

#### ASSESEURS SUPPLEANTS

JOE MALAS	Luganville	Santo
Sogovman LEASLE	Luganville	Santo
Mme Agnès TEREI	Luganville	Santo
John VAGAHA	Luganville	Santo
WUS	Luganville	Santo
Joseph VUKE	Luganville	Santo
Aissic TALAE	Luganville	Santo
Mait TENSON	Luganville	Santo
Maki WILLIE	Luganville	Santo
Georges MAEL	Luganville	Santo
André LALOYER	Luganville	Santo
André NETITAU	Bellerou	Santo
Noel ANDI MELE	Nambel	Santo
Léon PELUS	Fatumafarambo	Santo
Moli RANI	Tangoa	Santo
John PALMER	Tangoa	Santo
Moli ATE SAIMON	Ravoa	Santo
Moli Isu PEREI	Walapa	Santo
Perei MOLI	Namoru	Santo
SAVULE	Pakataura	Santo
ROBI	Ipayato	Santo

MOSES	Endupool	Ambrym	South-East
		Ambrym	
ALEXANDER	Endupakol	South-East	Ambrym
		Ambrym	
FRED	Liro	Paama	
WILLIE Kalsav	Tehal Netan	Paama	
EDWARD	Fayleli	Paama	
SIMON	Tahi	Paama	
DAVID	Tavulai	Paama	

#### SOUTHERN DISTRICT

ASSESSORS	Residence	District	Island
Jack NEPIKO	Enfitana	Green Point	Tanna
Bob RANGI	Loonelapan	White Grass	Tanna

#### SUPPLEMENTARY ASSESSORS

LOHMANTANI	Isidini	Lenakel	Tanna
		Centre	
Simeon NEPAU	Lenakel	Lenakel	Tanna
Thomas NAMAKA	Lokotai	Lenakel	Tanna
Jimmy IOKAWIL	Ievenkoula	Centre	Tanna
		South	
Pierre YAMAK	D'Ipai	White Grass	Tanna
Saba NOULLAK	Kwamera	South	Tanna
Thomas NOAL	Port-Resolution	Port-Resolution	Tanna
Johnson NACE	Tatuiria	Port-Resolution	Tanna
LESSAP	Nazareth	Siwi	Tanna
KONALI	Yarkei	White Sands	Tanna
NOKOHOUT	Malaliu	White Sands	Tanna
		Sulphur Bay	
Jack NAVEN	Ipekel	White Sands	Tanna
		Sulphur Bay	
NEMEK	Laonasunan	Waissisi	Tanna
Jimmy NANGAO	Leangrui	Loanvialou	Tanna
Charley NAKO	Lamlou	Middle Bush	Tanna
MULYAKI	Ilis Ilis	Middle Bush	Tanna
James IAUS	Lenaken	Middle Bush	Tanna
LAFABIBIS	Loeao	Middle Bush	Tanna
Georges IMAKIA	Louierou	White Grass	Tanna
Missiwily NAUREI	Lokatai	White Grass	Tanna
NOWAL	Lowitel	Green Point	Tanna
MANIPIN	Laonalang	North	Tanna
		Aniwa	
Robbie SAMORI	Immale	Aniwa	
Charlie ABNER	Isowai	Aniwa	
MISSIKOFE	Isia	Futuna	
RAVEI	Ibao	Futuna	
Tom YOWEI	Analgauhat	Aneityum	
MANIO	Analgauhat	Aneityum	
Warris NALLING	Ungponkor	Dillon's Bay	Erromongo
Joseph SEI	Happy Land	South	Erromongo
Johnson NALLING	Port Narvin	North	Erromongo
Thomas LUKON	Ipota	East	Erromongo



Mélé VINANO	Tanivusvus	Santo
Virai TINI	Vipaka	Santo
TSUA	Vipaka	Santo
SILE	Tassiriki	Santo
Moli NOSO	Tassiriki	Santo
LULU	Wusi	Santo
SELIA	Tasmate	Santo
Jack	Vunavae	Santo
WILLIAM	Sulesae	Santo
Maliu TAVUE	Nogugu	Santo
WENIS	Malefuka	Santo
BENJAMIN	Wounpuko	Santo
Tom MAO	Hokua	Santo
WILLIAM	Jereviu	Santo
OSEA	Maloeta	Santo
THOMAS	Malao	Santo
ESAU	Talatas	Santo
EUGENE	Port-Olry	Santo
Pascal RITE	Port-Olry	Santo
Rémy KEIMOL	Port-Olry	Santo
John POIRI	Hog-Harbour	Santo
James NISA	Kole	Santo
DAVID	Bueli	Tutuba
Titus BOE	Bueli	Tutuba
MOLI		Mavéa
TIMOTHY		Mavéa
MUELE	Avunatari	Malo
MARALAU	Nanuku	Malo
ALVEA	Avunabulu	Malo
VORAKESA	Atariboé	Malo
OPERAI	Avéamboé	Malo
Joe JAPET	Tanmeal	Malo
Jacob HAWADALI	Amapélaui	Malo
Moli WARI	Avunaleleo	Malo
Ephraim MOLI	Hallulu	Malo
Johnson BIHU	Vilakalaka	Aoba
Jekonai TAI	Tafala	Aoba
Francis QERO	Amboré	Aoba
Elison BANI	Natuleo	Aoba
Edwin GARAE	Ndui'Ndui	Aoba
Warren TAMBE	Vuigelato	Aoba
Albert TOAVUTU	Vuigelato	Aoba
GABRIEL	Nangiré	Aoba
John MARK	Nangiré	Aoba
James ARULOBANI	Waluriki	Aoba
William GARAE	Lombaha	Aoba
Abel TARIGINI	Lombaha	Aoba
Barthélémy TARI	Lolopuépué	Aoba
Tim BILA	Lolovénue'	Aoba
Rupert GARAE	Atavoa	Aoba
Marcel TARI	Lovunvili	Aoba
Mathieu TARILIVLIV	Lolovoli	Aoba
LEONARD	Lolovoli	Aoba
Stephen LOVU	Lovuibakastaru	Aoba
Solomon PETER	Lolovéle	Aoba
Silas GARAEANGA	Redcliff	Aoba
JEFFREY	Avunbatai	Maewo
MALAKAI	Nasawa	Maewo

## NORTHERN DISTRICT

### ASSESSORS

Ruben MARA	Luganville	Santo
Levy LEONA	Luganville	Santo

### SUPPLEMENTARY ASSESSORS

Mme Agnes TEREI	Luganville	Santo
Joe MALAS	Luganville	Santo
John VAGAHA	Luganville	Santo
WUS	Luganville	Santo
Joseph VUKE	Luganville	Santo
Aissic TALAE	Luganville	Santo
Sogovman LEASLE	Luganville	Santo
Mait TENSON	Luganville	Santo
Georges MAEL	Luganville	Santo
Jacob MANN	Luganville	Santo
Maki WILLIE	Luganville	Santo
Andre LALOYER	Luganville	Santo
Andre NETITAU	Bellerou	Santo
Noel Andi MELE	Nambel	Santo
Leon PELUS	Fatumbarambo	Santo
Moli RANI	Tangoa	Santo
John PALMER	Tangoa	Santo
Moli Ate SAIMON	Ravoa	Santo
Moli Isu PEREI	Wailapa	Santo
Perei MOLI	Namoru	Santo
ROBI	Ipayato	Santo
TSUA	Vipaka	Santo
Virai TINI	Vipaka	Santo
SAVULE	Pakataura	Santo
Mele VINANO	Tanivusvus	Santo
SILE	Tassiriki	Santo
Moli NOSU	Tassiriki	Santo
LULU	Wusi	Santo
SELIA	Tasmata	Santo
JACK	Vunavae	Santo
WILLIAM	Sulesai	Santo
Maliu TAVUE	Nogugu	Santo
WENIS	Malofuka	Santo
BENJAMAIN	Wunpuko	Santo
Tom MAO	Hokua	Santo
WILLIAM	Jereviu	Santo
OSEA	Malaeta	Santo
THOMAS	Malao	Santo
ESAU	Talatas	Santo
EUGENE	Port-Olry	Santo
Pascal RITE	Port-Olry	Santo
Remy KEIMOL	Port-Olry	Santo
John POIRI	Hog-Harbour	Santo
James NISA	Kole	Santo
TIMOTHY	Mavéa (Island)	Mavéa
MOLI	Mavéa (Island)	Mavéa
DAVID	Bueli	Tutuba
TITUS BOE	Bueli	Tutuba
MUELE	Avunatari	Malo
MARALAU	Nanuku	Malo
ALVEA	Avunabulu	Malo

JOSHUA	Narovorovo	Maewo
LEONARD	Naviso	Maewo
Mark MELIU	Tanmaéto	Maewo
Stephen ARU	Betarara	Maewo
Simon TARI	Navitora	Maewo
MATHIAS	St. Paul	Mere Lava
JACOB MANN	Luganville Santo	
PASCAL	St Stephen	Mere Lava
Arthur VANA	St Stephen	Mere Lava
MARVIN	Losolava	Gaua
Barnabas HARRIS	Losolava	Gaua
JONATHAN	Qétévut	Gaua
ALBERT	Doric	Gaua
WILSON	Vatráta	Vanua-Lava
DIN ESUVA	Mosina	Vanua-Lava
NORMAN	Levitiboso	Vanua-Lava
Pantutun ARTHUR	Vévérau	Mota
GASPARD	Vévérau	Mota
ROBERTSON	Néréningmen	Mota-Lava
GODDEN	Rah	Rah
JONATHAN	Léalorop	Uréparapara
HENRI	Léali	Uréparapara
Selwin JOHN	Toga	Torrès
Willie LUL	Toga	Torrès
Peter WILLIE	Lo	Torrès
Richard PELEY	Lo	Torrès
Pelam	Hiu	Torrès
NOEL	Hiu	Torrès

**ARTICLE 2.** La présente Décision Conjointe prendra effet pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 9 Janvier 1978

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,
---	---

J.S. CHAMPION

B. POTTIER

### Condominium des Nouvelles Hébrides

#### Décision Conjointe No. 3 de 1978

Convoquant l'Assemblée Représentative des Nouvelles-Hébrides en Session Extraordinaire

#### LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU les articles 2 (2) et 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914;

VU l'article 14 de l'annexe à l'Echange de Lettres effectué à Londres le 15 Septembre 1977 concernant la création d'une

VORACESA	Atariboe	Malo
OPETAI	Aveamboe	Malo
Joe JAPHET	Tanmael	Malo
Jacob HAWADALI	Amapelau	Malo
Moli WARI	Avunalelec	Malo
Ephraim MOLI	Halallulu	Aoba
Johnson BIHU	Vilakalaka	Aoba
Jekonai TAI	Tafala	Aoba
Francis Qero	Amboré	Aoba
Edwin GARAE	N'dui-N'dui	Aoba
Elison BANI	Natuleo	Aoba
Warren TAMBE	Vuigelato	Aoba
Albert TOAVUTU	Vuigelato	Aoba
James ARULOBANI	Waluriki	Aoba
William GARAE	Lombaha	Aoba
Timothy BILA	Lolovenue	Aoba
Abel TARIGINI	Lombaha	Aoba
GABRIEL	Nangiré	Aoba
John MARK	Nangiré	Aoba
Barthelemy TARI	Lolopuépué	Aoba
Rupert GARAE	Atavao	Aoba
Marcel TARI	Lovunvili	Aoba
LEONARD	Lolovoli	Aoba
Mathieu TARILIVLIV	Lolovoli	Aoba
Stephen LOVU	Lovuibakeasturu	Aoba
Solomon PETER	Lovovélé	Aoba
Silas GARAEANGA	Loné (Redcliff)	Aoba
GEOFFREY	Avunbatai	Maevo
James GARO	Asanwari	Maevo
MALAKAI	Nasawa	Maevo
JOSHUA	Narovorovo	Maevo
LEONARD	Naviso	Maevo
Mark MELIU	Tanmaeto	Maevo
Stephen ARU	Betarara	Maevo
Simon TARI	Navitora	Maevo
Arthur VANA	St. Stephens	Mere-Lava
PASCAL	St. Stephens	Mere-Lava
MATHIAS	St. Paul	Mere-Lava
MARIVIN	Losolava	Gaua
Barnabas ARIS	Losolava	Gaua
JONATHAN	Qetevut	Gaua
ALBERT	Dorig	Gaua
Esuva DIN	Mosina	Vanua-Lava
WILSON	Vatráta	Vanua-Lava
NORMAN	Lévitiboso	Vanua-Lava
Arthur PANTUTUN	Vévérau	Mota
GASPARD	Vévérau	Mota
ROBERTSON	Néréningmen	Mota-Lava
GODDEN	Rah	Mota-Lava
John SELWIN	Toga	Torrès
Willie LUL	Toga	Torrès
Peter WILLY	Lo	Torrès
Richard PELEY	Hiu	Torrès
PELAM	Hiu	Torrès
NOEL	Hiu	Torrès
STET	Lealorop	Urépara-para
JOHNATHAN	Lealorop	Urépara-para



Assemblée Représentative aux Nouvelles-Hébrides élue au suffrage universel;

DECIDENT :

**ARTICLE 1.** L'Assemblée Représentative des Nouvelles-Hébrides est convoquée en session extraordinaire à PORT-VILA le Mercredi 11 Janvier 1978 à 9 heures.

L'Ordre du Jour est le suivant :

- Communications de Messieurs les Hauts-Commissaires,
- Mise en place du Conseil des Ministres,
- Approbation du Règlement Intérieur,
- Délégation de pouvoirs à la Commission Générale,
- Rémunérations et indemnités du Président de l'Assemblée Représentative et des membres du Conseil des Ministres,
- Fonctionnement des Cabinets.

**ARTICLE 2.** La présente Décision Conjointe sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Port Vila, le 13 Janvier 1978.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

J.S. CHAMPION

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

B. POTTIER

### Condominium des Nouvelles-Hébrides

Décision Conjointe No. 4 de 1978

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE  
ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU les articles 2 & 3 (A) et 8 & 6 du Protocole Franco-Britannique de 1914;

DECIDENT :

**ARTICLE 1.** M. Dominique VIAN est nommé Délégué Français pour la Circonscription Administrative des Iles du Centre II pendant l'absence de M. Robert DATCHARY.

**ARTICLE 2.** La présente Décision Conjointe prendra effet à compter du 13 Janvier 1978; elle sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Port-Vila, le 13 Janvier 1978

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

J.S. CHAMPION

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

B. POTTIER

2. This Decision shall take effect on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this 9th day of January, 1978.

The Resident Commissioner for the French Republic

B. POTTIER

Her Britannic Majesty's Resident Commissioner

J.S. CHAMPION

### New Hebrides Condominium

Joint Decision No. 3 of 1978

To convene an extraordinary session of the Representative Assembly of the New Hebrides;

The Resident Commissioners in exercise of the powers conferred by Articles 2 (2) and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914, and by Section 14 of the Schedule to the Exchange of Notes made at London on 15th September 1977, concerning the establishment of a Representative Assembly in the New Hebrides, elected by universal suffrage;

HEREBY DECIDE :

1. An extraordinary session of the Representative Assembly of the New Hebrides shall be convened at Vila on Wednesday 11th January 1978 at 9 a.m.

The agenda shall be as follows :

- statements by their Excellencies the High Commissioners;
- formal installation of the Council of Ministers;
- adoption of Standing Orders;
- delegation of powers to the General Committee;
- salaries and allowances of the President of the Representative Assembly and members of the Council of Ministers;
- operation of Ministerial offices.

2. This Joint Decision shall come into force on the date of publication in the Condominium Gazette.

MADE AT VILA this thirteenth day of January, 1978.

The Resident Commissioner  
for the French Republic

B. POTTIER

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

J.S. CHAMPION

## Condominium des Nouvelles-Hébrides

### Mémorandum No. 4-CF - 78-GT.GL

du Conservateur de la Propriété Foncière  
à Mademoiselle la Secrétaire  
Bureau de la Législation du Condominium

Objet : Déclaration de perte du duplicata du Titre No. 3 248.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire  
publier dans un numéro du Journal Officiel l'avis ci-dessous :

Port-Vila, le 6 Janvier 1978

### AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'Arrêté  
Conjoint No. 3 de 1930, le Conservateur de la Propriété  
Foncière aux Nouvelles-Hébrides informe le public que, à la  
suite d'une déclaration de perte faite le 3 Janvier 1978 par  
Ronald VAN DER PLAAT, le duplicata du Titre No. 3 248 est  
annulé ce jour et n'a plus aucune valeur.

Port-Vila, le 6 Janvier 1978

G. TRIPIER

### Publication Officielle

VU l'article 19 du Règlement Conjoint No. 1 de 1978 portant  
création du Conseil des Ministres des Nouvelles-Hébrides;

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS notifient que

M. George Káltoi KALSAKAU

a été élu Premier Ministre par l'Assemblée Représentative  
des Nouvelles-Hébrides le 13 Décembre 1977.

Port-Vila, le 11 Janvier 1978

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

J.S. CHAMPION

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

B. POTTIER

## New Hebrides Condominium

### Memorandum No. 4-CF - 78-GT.GL

from Conservateur de la Propriété Foncière  
à Mademoiselle la Secrétaire  
Bureau de la Législation du Condominium

### NOTICE

Pursuant to the provisions of Article 15 of Joint Rule No. 3 of  
1930, the Registrar of Land Titles in the New Hebrides gives  
notice that, after a declaration of loss made on 3rd January 1978  
by Ronald VAN DER PLAAT, certificate of Title No. 3 248 is  
cancelled today and is no longer valid.

Port-Vila, 6th January 1978

G. TRIPIER

## New Hébrides Condominium

### Public Notice

The Resident Commissioners hereby notify for general infor-  
mation that

GEORGE KALTOI KALSAKAU

was elected Chief Minister by the Representative Assembly on  
December 13 1977 and that this election was ratified by  
Section 19 of Joint Regulation No. 1 of 1978.

MADE at Vila this 11th day of January, 1978.

The Resident Commissioner  
for the French Republic

B. POTTIER

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

J.S. CHAMPION